RÉVOLUTION

QUÉBÉCOISE

numéro trois - volume un
novembre mil neuf cent soixante-quatre
cinquante cents

La violence, un phénomène social page 3

La vérité sur "LA PRESSE" page 6

Aux camarades de "Parti pris" page 12

Le patriotisme du Dr Jutras page 23

Sidérurgie et Etat policier page 27

SOMMAIRE

novembre 1964

Des matraques pour la reine — 3
éditorial

La vérité sur "La Presse" — 6
jean rochefort

Aux camarades de "Parti pris" — 12
jean rochefort

Néo-nationalisme et néo-capitalisme — 17
pierre vallières

Le patriotisme du Dr Jutras — 24
jean rochefort

Sidérurgie et Etat policier — 28
pierre vallières

Journalisme et sens civique — 30

Un ministre inutile: Carrier Fortin — 31
pierre vallières

DIEU, fondement du fédéralisme — 32
claude ménard

Charles Taylor ou les avatars de la pensée futile — 34
claude ménard

Trudeau dixit — 36

Révolution! Cité libre réclame des cafés-terrasses — 38
michel camirand

Le mythe de la vocation d'infirmière — 39
nicole fortin

Socialisme et Chambre de Commerce — 40
jan stafford

Le meilleur des mondes! — 42
charles gagnon

Malcom X parle . . . — 52

Le sens de la révolte noire aux U.S.A. — 58
james boggs

RÉVOLUTION QUÉBECOISE

revue politique
paraît le quinze
de chaque mois

secrétariat et service d'abonnement:
3009 Maplewood, app. 11, Montréal.

bureau, du lundi au vendredi:
de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m. Tél.: RE 9-4373

représentant à Paris: michel brûlé,
24, Le Regrattier, Paris 4e
DAN-07-03

directeur: pierre vallières
secrétaire à la rédaction: charles gagnon

distributeur: Agence de distribution populaire,
1130 est, rue Lagauchetière, Montréal.
Tél.: 523-1182

la revue ne se tient pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés.

prix: 50 cents. 12 numéros: $5.00 (étudiants: $3.00)

Des matraques pour la reine

éditorial

Depuis la division de la société en classes, les classes dominantes ont mis en place leur appareil d'Etat pour opprimer et exploiter les classes dominées. L'Etat n'est rien d'autre que l'instrument qu'utilisent les classes dominantes pour briser par violence la résistance des classes dominées.

Les classes dominantes ont à leur disposition l'armée, la police, les services de renseignements, les tribunaux, les prisons, etc., qui sont destinés à lutter contre les classes asservies.

Les classes au pouvoir, d'un côté, ne cessent de réprimer par la violence les classes exploitées. De l'autre, elles comptent sur leurs "idéologues" ou leurs "éditorialistes" pour répandre le pacifisme et propager la théorie de la "non-violence", afin d'inciter les opprimés à se résigner, à subir leur sort, et de les empêcher d'utiliser la violence pour résister à l'oppression des classes dominantes.

Ceux qui ont toujours eu recours à la violence (**légale** ou pas) pour opprimer les masses travailleuses sont aussi ceux qui dénoncent avec le plus de vigueur l'usage de la violence.

Mais la violence qu'ils incriminent et qu'ils rejettent, c'est justement celle qu'utilisent les opprimés et les exploités pour leur résister (grèves, manifestations publiques, protestations démocratiques). Par contre, ils portent aux nues le genre de violence qu'ils exercent quotidiennement sur les masses travailleuses (législation ouvrière restrictive, limitations du droit de grève, chantage au

moyen de l'argent, congédiements sommaires, conspiration du silence autour de leurs manoeuvres d'exploitation, etc.) et n'hésitent même pas à présenter leur système fondé sur l'inégalité sociale comme un bienfait pour l'humanité.

Qu'en pensent Pelletier et Ryan?

Au Québec, bon nombre d'idéologues sont plongés depuis leur enfance dans le marais du pacifisme à tout prix et de l'humanisme bourgeois et s'élèvent contre toute violence quelle qu'elle soit. Ils sont incapables de distinguer la nature des différentes sortes de violence selon les classes. Ignorant tout des lois du développement des sociétés, ils considèrent toute violence comme un crime.

C'est ainsi qu'ils réclament des syndicats une collaboration étroite avec le gouvernement pour éviter à la société des soubresauts dangereux. C'est ainsi qu'ils réclament des professeurs un "dialogue" constant et respectueux avec les diverses autorités scolaires. C'est ainsi qu'ils exigent des étudiants une soumission raisonnable et "positive" aux normes établies. C'est ainsi qu'ils prient les indépendantistes de n'user que de moyens "pacifiques" dans la poursuite de leur objectif politique. C'est ainsi qu'ils disent aux terroristes d'user des vertus de la "démocratie" plutôt que de faire sauter des bombes. C'est ainsi qu'ils souhaitent aux socialistes une vue plus "réaliste" des choses qui les conduise peu à peu à échanger leurs revendications pour des emplois de fonctionnaires dans différents ministères.

C'est ainsi que, pleurnichant sans cesse, nos idéologues officiels, tels que Gérard Pelletier et Claude Ryan, aident le système capitaliste à durer, et amortissent l'insatisfaction des masses par des sophismes moraux visant à entretenir le plus d'angoisse et de confusion possibles dans les esprits.

Pour Pelletier et Ryan, la violence est un mal **moral**, c'est une mauvaise action, qu'ils peuvent reprocher aussi

bien à des manifestants indépendantistes qu'à des policiers trop zélés.

La violence est un phénomène social

Ce que nos amateurs de principes moraux oublient, c'est que la violence, d'où qu'elle vienne, est un phénomène social.

La violence sociale résulte de l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans un régime comme le nôtre, elle est un instrument par lequel les oppresseurs renforcent et élargissent le pouvoir de leur domination.

Le "samedi de la matraque", le samedi de la visite de la reine d'Angleterre, a démontré à la population que l'Ordre établi était prêt à mobiliser toute sa puissance policière pour écraser les protestations de l'opposition.

En réponse à de simples slogans indépendantistes, la police n'a pas craint de provoquer, d'assommer des manifestants et des journalistes. Qu'arrivera-t-il le jour où les travailleurs québécois voudront s'organiser pour prendre le contrôle du pouvoir politique en détruisant l'appareil d'Etat capitaliste? On peut prévoir d'ici que ce ne sera pas autour d'une table ronde que cette lutte se jouera.

Est-il besoin d'ajouter que les conseils chrétiens de Pelletier et de Ryan n'ont aucune signification pour les travailleurs qui veulent en finir avec l'exploitation? Ceux-ci n'ont aucun intérêt à écouter des bobards sur une démocratie formelle qui n'existe pas. Leur unique intérêt est de s'organiser, à partir de leurs syndicats et d'un parti qui les représente, pour prendre le pouvoir . . . face à une puissance armée jusqu'aux dents.

Ce n'est pas par la vertu, mais par la force et l'intelligence, qu'ils y parviendront. ■

Révolution québécoise

La Presse: un conflit majeur (II)

La vérité sur "LA PRESSE"

par jean rochefort

La Presse, au moment où ces lignes sont écrites, a fermé ses portes (lock-out) depuis cinq mois, soit depuis le 3 juin 1964, à 11.30 heures p.m. Neuf cents employés sont, depuis cette date, privés de leurs salaires hebdomadaires (seuls les 300 typographes, les seuls grévistes, reçoivent des allocations suffisantes de leur syndicat).

Si l'on compte les femmes, enfants et autres dépendants des employés victimes du "lock-out", **La Presse** prive, depuis cinq mois, environ quatre mille personnes de leurs moyens de subsistance. Pourquoi? — Parce que, selon Me Fernand Guertin, porte-parole de l'entreprise et unique négociateur patronal, l'Union des typographes a déclaré la grève le 3 juin et les administrateurs de **La Presse** reprendront la publication du journal seulement quand chacune des 13 unités syndicales aura signé sa convention collective.

Cette raison, qui peut sembler plausible au public, qui ne connait pas les dessous du conflit, n'est qu'un fallacieux prétexte.

Tous les syndicats des employés de **La Presse** (y compris l'Union des typographes), dont les contrats de travail ont expiré le 31 décembre dernier, ont toujours été prêts à négocier de bonne foi et à signer, dans le plus bref délai possible, leurs conventions collectives avec les administrateurs de l'entreprise, selon les méthodes normales de renouvellement de contrat.

Cependant, cette année, **La Presse** a volontairement refusé d'engager des négociations normales avec les représentants des divers syndicats qui groupent ses 1200 employés.

Cette année, **La Presse** ne voulait pas négocier. **La Presse** avait d'autres vues.

Le conflit, un prétexte

En effet, au cours des cinq premiers mois de l'année, l'unique négociateur pour **La Presse**, Me Guertin, engagea les négociations avec la plus grande réticence. C'est ainsi que l'Union des typographes, qui est généralement l'un des syndicats à signer le plus rapidement sa convention collective, n'en était arrivée, après cinq mois de négociations et de conciliation, à aucune entente avec Me Guertin. Car **La Presse** laissa peser sur l'Union des typographes la menace de l'automation et d'un licenciement massif de personnel.

La Presse cependant n'a pas encore amorti tout le coût de sa machinerie typographique et n'a pas l'intention, avant de nombreuses années, d'automatiser sa salle de composition. Mais **La Presse** savait que les typographes étaient très inquiets de l'avenir et craignaient pour leur sécurité d'emploi depuis la grève des journaux de New York.

La Presse poussa ainsi, sciemment, l'Union des typos à déclarer la grève le 3 juin, après cinq mois d'une attitude intransigeante et d'un refus obstiné de signer un contrat prévoyant l'automation graduelle de la salle de composition et la réduction progressive du personnel.

La Presse avait son plan. Avec la grève des typos, qu'elle avait non seulement prévue mais provoquée, **La Presse** immobilisait toute son entreprise. Car la grève des typos justifiait **La Presse** de fermer ses portes (lock-out) sous le prétexte de protéger son matériel de sabotages possibles en temps de conflit.

Le coup était bien monté. Des bureaux avaient été loués dans l'édifice "Versailles", à 60 ouest rue St-Jacques, où l'administration de **La Presse** s'installa immédiatement.

Les rotatives et tout le matériel de l'entreprise furent tout de suite mis en état de relâche, comme si l'arrêt de travail devait durer très longtemps.

Le refus de négocier, du côté patronal, s'était aussi manifesté à l'égard des journalistes, qui avaient dû au mois de mai, après deux mois d'attente, faire un arrêt de travail d'une demi-journée pour forcer le négociateur patronal à répondre à leur projet de contrat syndical.

La Presse n'était donc pas intéressée à négocier. Mais il ne fallait pas que la mauvaise foi de l'administration soit évidente. **La Presse** accepta alors de rencontrer les journalistes (à leur propre demande, d'ailleurs) dès le déclenchement de la grève, et laissa entendre par la bouche du juge Roger Ouimet, médiateur nommé par le ministère du Travail à la demande des syndicats, que le conflit de **La Presse** n'était pas la responsabilité des typos (qui étaient pourtant ceux qui avaient déclaré la grève) mais des journalistes.

Les journalistes, boucs émissaires

C'était très astucieux. Car aux yeux du public, un journal c'est surtout l'affaire des journalistes. Et ceux-ci, depuis deux ans, étaient la cible des politiciens (qui se prétendent toujours mal cités quand les réactions du public les défavorisent), des milieux d'affaires et des clercs, tels les Jésuites Brouillé et Cousineau, qui ne pardonnaient pas aux journalistes de dénoncer leurs manigances à tous. On se rappelle les articles dénonçant les scandales des hôpitaux, des commissions scolaires, des incendies frauduleux, des syndicats financiers, des manuels scolaires, etc., etc.

Comme dant tout conflit il faut un bouc émissaire, celui du conflit de **La Presse** était tout trouvé. Les journalistes furent donc accusés de vouloir "orienter" le journal et même, ô horreur! d'aspirer à la co-gestion.

Les négociations, sous l'oeil paterne tantôt du médiateur Ouimet, tantôt du conciliateur Asselin, traînèrent en longueur. **La Presse**, c'était devenu évident, ne voulait pas négocier, en dépit des prodiges de patience de M. Gérard Picard dont la compétence comme négociateur est reconnue dans toute la province, et qui était le conseiller et porte-parole du comité de négociations des journalistes, des employés de bureau et des travailleurs de l'industrie du journal.

Car le négociateur patronal, Me Guertin, qui refusa la présence normale du rédacteur en chef Gérard Pelletier à la table des négociations, annulait régulièrement le lendemain, par des contre-propositions écrites, les accords qui avaient été conclus la veille de vive voix avec les négociateurs du syndicat des journalistes.

Pendant ce temps Me Guertin refusait de négocier avec les typos. Car ceux-ci par leur grève justifiaient le "lock-out" de **La Presse** et lui permettaient de le prolonger à volonté.

C'est pourquoi au mois de juillet, le comité de négociations des journalistes profitant de la désinvolte démission du juge Roger Ouimet, médiateur provincial qui partit en vacances en pleines négociations, et de l'hospitalisation inopinée de son conseiller syndical, M. Gérard Picard, a volontairement suspendu les négociations pendant trois semaines, afin de permettre à Me Guertin de régler rapidement la grève des typos, puisque l'automation n'était qu'un prétexte, et d'éliminer ainsi la seule raison du "lock-out" qui maintient en chômage 900 employés non-grévistes. Mais Me Guertin s'est bien gardé d'engager des négociations avec les typos.

La Presse réussit ainsi à faire croire au public que le problème no 1 du conflit était l'obstination des journalistes à vouloir défendre une liberté d'expression qui allait à l'encontre des intérêts commerciaux légitimes de l'entreprise.

Mais après quatre mois de rencontres à peu près stériles, M. Marcel Pepin, secrétaire général de la Confédération des Syndicats Nationaux (à laquelle est affilié le syndicat des journalistes) fut mandaté par le congrès de la C.S.N., tenu à Québec au milieu de septembre, pour tenter de régler le différend. M. Pepin "court-circuita" alors le dialogue de sourds de la table de négociations et alla voir directement le président du conseil d'administration de **La Presse**, M. Maurice Chartré.

C'est alors qu'en dépit de l'intelligence, de l'expérience et du prestige de M. Pepin (mandaté par 145,000 travailleurs) qui rencontra M. Chartré à plusieurs reprises, puis négocia en tête à tête avec Me Guertin quatre semaines durant, les négociations n'avancèrent qu'à pas de tortue.

Un service public

Pourquoi **La Presse** prolonge-t-elle indûment les négociations avec ses employés, tient-elle ses portes fermées et prive-t-elle non seulement 4,000 personnes de leurs moyens de subsistance mais près d'un million de citoyens de leur journal quotidien?

Car **La Presse** n'est pas une simple entreprise commerciale. Elle est un SERVICE PUBLIC, puisqu'elle est à la fois un moyen d'information essentiel au mécanisme démocratique et un monopole de fait, comme seul grand quotidien de langue française de la province.

La seule raison c'est que les administrateurs actuels de **La Presse** qui n'en sont pas les propriétaires, ont décidé depuis longtemps de resserrer leur emprise sur cette entreprise qu'ils ont jugée très rentable mais surtout pas assez rentable!

A la suite du départ de Mme Angélina DuTremblay qui quitta **La Presse** pour fonder le **Nouveau Journal** en juin 1961, une équipe d'administrateurs avait été choisie par les autres membres de la famille Berthiaume pour "administrer avec compétence", afin de contrer cette nouvelle concurrence et d'éviter la faillite, les millions de dollars que l'entreprise avait dû emprunter en 1959 pour financer sa modernisation.

La famille Berthiaume qui n'est que la légataire de l'entreprise puisque le testament du fondateur en donne la propriété à ses petits-enfants quand ils auront atteint leur majorité (dans 20 ans) ne pèse pas lourd au conseil d'administration où ses représentants sont en minorité.

Les administrateurs, tels que MM. Maurice Chartré et Gérard Plourde, membres de plusieurs conseils d'administration dont celui de la Banque Canadienne Nationale, n'ont pas été lents à voir le profit que l'on pouvait tirer d'une entreprise comme **La Presse**, qui non seulement tient sans effort le 6e rang en Amérique du Nord par son volume d'annonces (avant le **New York Times** et le **Montreal Star**), mais oriente l'opinion d'un million de lecteurs et influence ainsi largement le climat politique du Québec.

Les administrateurs de **La Presse** veulent ainsi non seulement augmenter encore la rentabilité économique de l'entreprise mais aussi et surtout accroître sa rentabilité politique.

Face au séparatisme

La classe capitaliste canadienne-française qui, à la faveur de la vague séparatiste, a non seulement pris conscience d'elle-même mais a vu la possibilité de jouer un rôle plus important dans le monde capitaliste nord-américain ne veut pas dans son ensemble de la sécession.

Car cette petite classe capitaliste, comme une enfant à la mamelle, craint d'être isolée de sa nourrice, la ploutocratie monopoliste nord-américaine et d'être ainsi éliminée, dans l'éventualité de la prise du pouvoir par un gouvernement socialiste. La classe capitaliste canadienne-française, par le truchement des directeurs de journaux comme par celui du procureur général, veut donc conjurer dans le plus bref délai le danger qui la menace, c'est-à-dire cette agitation séparatiste qui permet la dissémination des idées socialistes et crée le climat propice à l'éclosion d'un parti révolutionnaire. C'est pourquoi les directeurs des grands quotidiens français de la province, tels **Le Soleil**, **L'Evénement-Journal**, **L'Action** ont ordonné à leurs journalistes sous peine de licenciement et au mépris de l'information "objective" dont se réclament hyprocritement leurs propriétaires, de faire le silence sur le mouvement séparatiste.

C'est ce qui explique l'intransigeance des administrateurs de **La Presse** et le caractère d'Inquisition de leur projet de contrat, qu'ils veulent imposer aux journalistes sous le couvert de l'"objectivité" de l'information.

Car, comble de cynisme, **La Presse** laisse entendre que ses journalistes ne sont pas tous assez "objectifs", alors qu'elle-même s'est précisément édifiée non seulement sur la "partisannerie" politique mais sur le "jaunisme", comme vient encore de le souligner publiquement le plus ancien journaliste vivant de **La Presse**, M. Alonzo Cinq-Mars.

Les journalistes de **La Presse** n'ont jamais été, depuis la fondation de celle-ci par Trefflé Berthiaume, aussi compétents et aussi intègres. Le pot-de-vin qui était la loi du journalisme dans les grands quotidiens est à peu près disparu, grâce aux meilleurs salaires obtenus par le syndicalisme.

La peur de l'information

Dans le climat psychologique actuel du Québec, où la population aspire à l'indépendance économique et politique, il est urgent non seulement de bâillonner la presse mais surtout de déconsidérer les journalistes, même dans leurs activités privées.

Car, de par leur profession, les journalistes découvrent des manoeuvres scandaleuses que la classe capitaliste et ses laquais politiciens ne veulent pas voir dévoiler au public, même par des moyens étrangers aux grands véhicules d'information, comme les quotidiens, la radio et la télévision. On craint l'indiscrétion des journalistes même dans les petites revues et les clubs sociaux.

C'est pourquoi les administrateurs actuels de **La Presse** ont l'intention de détruire l'oeuvre de Jean-Louis Gagnon, qui avait ratissé les salles de rédaction des journaux de la province pour construire l'équipe la plus compétente et la plus dynamique de l'histoire de ce journal.

Si, depuis 1959, **La Presse** a accru son prestige et a atteint le standard d'un véritable grand journal, c'est précisément à cause de cette nouvelle équipe.

C'est largement contre l'esprit étroitement mercantile des administrateurs de cette entreprise que les journalistes ont fait de **La Presse** un véritable grand journal qui a su regagner la faveur du public et la conserver.

Car en 1961, à la fondation du **Nouveau Journal**, c'est grâce aux journalistes si **La Presse** a pu tenir le coup contre ce concurrent bien fait et très dynamique. D'ailleurs, il est inadmissible qu'à l'ère du Telstar, où l'information est devenue une activité professionnelle et un travail de spécialistes, ce soit des marchands d'annonces comme les propriétaires de journaux qui décident de la qualité et de la quantité de l'information que doit recevoir le public.

Collusion de la politique et de la finance

Les déclarations hostiles du premier ministre Jean Lesage lui-même à l'adresse des journalistes, les accusations de "gauchisme" du secrétaire de la province, M. Bona Arsenault, et le refus du ministre du Travail, M. Carrier Fortin, de s'occuper de ce conflit important, démontrent, s'il en était besoin, la collusion des milieux politiques et financiers dans cet affrontement majeur des classes capitaliste et salariée.

Car, si au contraire d'un "lock-out" monté par **La Presse**, il s'était agi d'une grève déclenchée par les journalistes, le gouvernement n'aurait pas toléré un arrêt de travail aussi long dans une entreprise qui est un service public.

Mais les administrateurs de **La Presse**, MM. Chartré, Plourde, DeSerres, Ducharme, Gingras, St-Pierre, presque tous des anti-syndicalistes notoires, veulent donner une leçon aux journalistes de la province, faire d'eux comme dans le "bon vieux temps", des agents publicitaires de l'"Ordre établi", des serviteurs très soumis et très respectueux de l'"Entreprise privée". Et pour cela, ils ont l'appui total de la classe capitaliste dans son ensemble, tant des milieux politiques que des milieux financiers.

Un "lock-out" de six mois ou un an n'est pas trop cher pour protéger des intérêts de classe, surtout quand ce "lock-out" se fait aux frais et dépens des employés, du public lecteur et des propriétaires d'une entreprise qui n'ont pas atteint leur majorité.

Seule la solidarité syndicale de la classe ouvrière, par la grève générale (seul vrai moyen de pression sur la classe capitaliste, à part le coup d'Etat) peut mettre fin à, et, prévenir, le cas échéant, de tels scandales.

Mais hélas! la conscience de classe des salariés d'Amérique du nord est encore embryonnaire. ■

Aux camarades de "Parti Pris"

par jean rochefort

Un grand nombre de collégiens et d'étudiants canadiens-français ont, depuis trois ans, largement distancé leurs aînés sur le plan politique. La lucidité et l'audace de ces jeunes laissent les croulants interloqués et terrorisés.

Le déploiement policier, lors de la visite de la reine britannique à Québec, en est une illustration. Le gouvernement de la "révolution tranquille" a même cru nécessaire de faire élire son Fouquier-Tinville au poste d'accusateur public, appelé solliciteur général dans le jargon britannique, afin d'étouffer dans l'oeuf toute velléité de manifestations terroristes ou tout embryon de mouvements subversifs. L'histoire enseigne pourtant que la répression policière, loin d'étouffer les mouvements révolutionnaires, ne fait que les stimuler. Mais la peur n'a pas de culture!

De tous les groupes de jeunes qui inquiètent leurs aînés, votre équipe, CAMARADES DE "PARTI PRIS", est sans contredit celle qui cause le plus d'alarmes aux bien-pensants.

Depuis un an, votre travail d'élucidation de la question nationale a pulvérisé les laborieuses élucubrations des théoriciens de l'abrutissement national, alias les traditionnelles élites nationalistes, autonomistes et biculturalistes, dont l'opium clérico-bourgeois assoupit les masses canadiennes-françaises depuis quarante ans.

Vous vous êtes acquittés admirablement de ce travail de désintoxication idéologique. Cependant, à mon avis, vous placez, du point de vue tactique, l'accent sur un facteur susceptible de compromettre l'émancipation des Canadiens français du Québec.

L'indépendance, préalable à la révolution?

Dans votre lutte pour l'instauration du socialisme au Québec, vous soutenez que "l'acquisition de l'indépendance est un préalable à la lutte révolutionnaire" (**Parti Pris**, septembre 1964, page 14.)

"L'indépendance, victoire contre l'impérialisme colonial, est un préalable à la révolution socialiste chez nous" (page 10).

"L'indépendance... devient un préalable, une étape nécessaire dans une lutte révolutionnaire qui la dépasse et l'amplifie" (page 12).

"L'avènement d'un Québec indépendant dominé par la bourgeoisie représenterait un grand pas sur le plan politique" (page 14).

"L'idée d'indépendance . . . demeure une idée progressiste: elle signifie pour nous la suppression d'un système qui nous paralyse et nous détruit. Même chargée d'une contenu bourgeois, cette idée ne cesse d'impliquer un pas en avant" (page 34).

Ces citations suffisent à souligner l'importance que vous attachez au préalable de la sécession du Québec. Cela découle évidemment de votre conviction qu'il sera aisé de renverser la bourgeoisie canadienne-française, une fois qu'elle sera isolée du reste du Canada.

C'est non seulement une folle utopie de croire qu'il sera plus facile de supplanter la bourgeoisie nationale canadienne-française après la sécession, mais c'est un aveuglement dangereux qui risque de mener à l'isolement et à l'asphyxie des groupes progressistes du Québec.

Aliénation économique

Car il ne faut jamais perdre de vue que la sécession n'aura de sens que si elle élimine ou affaiblit grandement le contrôle étranger sur l'économie du Québec, si elle élimine ce que vous appelez, camarades de "Parti Pris", l'aliénation économique des Canadiens français

Or, toute l'Amérique latine en témoigne, les bourgeoisies nationales de l'hémisphère occidental sont toutes plus ou moins sous la coupe de Washington. Et plus elles sont faibles, tant sur le plan international que national, plus elles doivent compter sur Washington et plus elles deviennent tributaires des capitalistes des U.S.A., qui vont jusqu'à "l'aide militaire" pour étayer le pouvoir politique de ces bourgeoisies nationales quand ce pouvoir est menacé par des forces progressistes.

Et la bourgeoisie canadienne-française, comme tous le savent, est particulièrement faible.

Et les capitalistes yankees, qui contrôlent les trois quarts de l'économie du Québec, ne laisseront pas de bonne grâce ce riche butin leur glisser des mains, si la bourgeoisie canadienne-française décidait de jouer à fond la carte séparatiste.

Car même si Washington ne favorise pas "l'aventure séparatiste" qui, inutilement, multiplie pour les capitalistes yankees les modalités de transferts de capitaux, morcelle le marché canadien pour leurs produits ouvrés et complique les "ententes" militaires et diplomatiques inter-américaines, les maîtres de l'économie américaine ne craignent pas la

sécession et, non seulement ils ne desserreront pas leur emprise sur l'économie du Québec après l'indépendance, mais ils la resserreront comme dans la plupart des autres pays de l'hémisphère occidental.

D'ailleurs, l'indépendance, pour la bourgeoisie canadienne-française, n'est qu'un moyen de promouvoir et de consolider ses propres intérêts de classe.

La peur des bourgeoisillons

La carte séparatiste ne sera donc jouée par cette classe capitaliste canadienne-française que si la sécession lui assure une plus grande part de l'exploitation des richesses du Québec et ne met pas en danger sa survivance comme classe dirigeante.

C'est ce qu'exprimait dans **Le Devoir** du 10 octobre dernier, Me René Chaloult, vieux routier de la politique nationaliste du Québec, dans un article où il traduisait les craintes traditionnelles de la bourgeoisie à l'égard du socialisme. Après une longue dénonciation du socialisme de "Parti Pris" et de certaines tendances gauchisantes du R.I.N., Me Chaloult, ex-député à la Législature provinciale, avoue candidement: "S'il nous fallait la (l'indépendance) réaliser pour des fins (socialistes) et par des moyens (révolutionnaires) que je viens de dénoncer, j'avoue que je préférerais continuer à vivre sous le régime tyrannique qui sévit au Canada".

Voilà qui ne laisse aucune équivoque sur l'indépendantisme bourgeois, surtout quand ce dernier est exprimé non seulement par un représentant des "bourgeoisillons" du Québec mais par un vieux politicien nationaliste rompu aux arcanes des classes dirigeantes québécoises.

Pour une stratégie réaliste

Les raisons de lutter pour un Etat associé plutôt que pour la sécession immédiate, c'est d'abord qu'il faut cristalliser les énergies sur un objectif, immédiatement réalisable; deuxièmement, qu'il faut briser dans les faits l'actuel Acte fédératif en y insérant le coin de l'Etat associé qui le fera éventuellement éclater; troisièmement, qu'il faut utiliser pour ce travail à la fois de désintégration fédérative et de libération nationale l'appui des éléments progressistes de la bourgeoisie canadienne-française; et finalement qu'il faut donner le temps et l'occasion aux groupes de gauche de croître, de s'aguerrir, de se fusionner et de s'organiser en un parti révolutionnaire qui poursuivra le travail de véritable libération nationale jusqu'à son terme c'est-à-dire jusqu'à la prise du pouvoir et l'établissement d'un régime socialiste qui, selon toutes probabilités, entrainera la sécession.

Car il est peu probable que le gouvernement d'Ottawa soit alors devenu socialiste ou qu'il accepte de rester associé à un gouvernement de l'Etat du Québec qui sera passé aux mains des socialistes.

Mais vouloir atteindre d'un coup à l'indépendance totale, à la sécession, c'est comme exiger d'un pied-bot qu'il participe à un marathon. Car les forces en présence sont actuellement trop disproportionnées pour s'affronter dans une telle performance.

D'un côté, il y a les monopolistes yankees et anglo-canadiens, hostiles à "l'aventure séparatiste", et de l'autre côté, il y a les forces divisées et velléitaires du Québec. Car la bourgeoisie canadienne-française est elle-même divisée sur la question de l'Indépendance aussi bien que de l'Etat associé. Les milieux canadiens-français actuellement les plus influents de la finance, du commerce et de l'industrie, c'est-à-dire les gens qui occupent les principaux postes de commande au Québec, sont présentement hostiles à l'idée d'Etat associé autant qu'à l'idée de séparatisme. Ils favorisent le "fédéralisme coopératif".

C'est surtout la nouvelle vague de la petite bourgeoisie canadienne-française, les petits parvenus du commerce et de l'industrie et certains politiciens, qui aspirent à l'Etat associé et parfois, par surenchère, parlent d'indépendance.

La sécession est donc loin d'être un objectif immédiat. Et tout objectif lointain n'est pas un facteur révolutionnaire mais un facteur tout au plus évolutif.

De plus, un Québec qui voudra être vraiment "maître chez soi" devra non seulement s'opposer à l'emprise yankee sur son économie mais surtout l'éliminer totalement. Un tel Québec devra, par conséquent, compter un parti révolutionnaire aguerri et ne pourra être neutre. Il est donc faux de prétendre "qu'un Québec socialiste, dans l'affrontement actuel du monde en deux blocs, devrait nécessairement adopter une position de neutralisme" (**Parti Pris**, septembre 1964, page 49).

Ou bien le Québec sera socialiste et hostile au néo-colonialisme yankee, ou bien le Québec ne sera jamais socialiste. Car pour le Québec de 1964, l'ennemi no 1, ce n'est plus Ottawa, c'est Washington. La guerre de 1939-45 a déplacé le centre de gravité du monde capitaliste. L'axe britannique traditionnel Londres - Ottawa est devenu l'axe yankee Washington - Ottawa. L'unique constante, c'est que la capitale canadienne demeure le partenaire subalterne.

La "révolution permanente"

La seule façon d'obtenir "un Québec socialiste", c'est de former progressivement un parti révolutionnaire au moyen de la technique de la "révolution permanente".

La technique de la "révolution permanente", c'est-à-dire la pression politique constante sur les groupes au pouvoir afin

de les empêcher de consolider leur emprise et de les forcer à évoluer ou à laisser la place à d'autres jusqu'à la prise du pouvoir par le parti des masses salariées, voilà la stratégie de base de tout mouvement révolutionnaire.

L'instabilité du pouvoir politique des classes dirigeantes capitalistes doit être recherchée et provoquée par tous les moyens, particulièrement en changeant constamment d'objectifs à mesure que l'un d'eux a été atteint.

C'est ainsi qu'en formant un front commun contre Duplessis, les éléments progressistes du Québec ont atteint l'objectif de la "révolution tranquille" (l'étatisation des sociétés hydro-électriques, l'établissement de l'assurance-hospitalisation et la création du ministère de l'Education). Ils doivent maintenant viser l'objectif de l'Etat associé, non socialiste d'abord, (autonomie fiscale exclusive, contrôle du crédit et du commerce, etc.) en créant un front commun contre les réticences de Lesage et consorts, qui seront remplacés par d'autres laquais de la bourgeoisie dès qu'ils tenteront trop catégoriquement de s'opposer aux pressions conjuguées de la nouvelle vague de la bourgeoisie canadienne-française et des masses salariées de plus en plus politiquement conscientes.

Cette technique de la "révolution permanente", cette technique de la rotation des objectifs concrets et immédiats correspond, d'ailleurs assez ironiquement, au slogan libéral de 1960: "Il faut que ça change!" Mais cette fois-ci, il faut que ça change de façon permanente, progressive et progressiste jusqu'au moment où un parti révolutionnaire sera en mesure de s'emparer du pouvoir, c'est-à-dire de faire le coup d'Etat sans lequel aucun parti vraiment socialiste ne peut accéder au pouvoir.

Car le système électoral en pays capitalistes, créé pour favoriser alternativement les différents groupes des classes dirigeantes, devient, pour tout mouvement révolutionnaire, un sable mouvant qui l'engloutit. Les règles du jeu électoral sont, en effet, transformées par les bourgeoisies nationales, comme on l'a vu en France et en Italie après la guerre de 1939-45, à mesure que le parti révolutionnaire prend de l'ampleur et menace l'ordre capitaliste établi.

Dans les durs combats à venir contre les forces de la réaction capitaliste nord-américaine, le front commun de toutes les énergies progressistes ne sera pas superflu. C'est pourquoi une unité politique, sinon une unité organique ou idéologique, est non seulement utile mais impérative. C'est cette main fraternelle de l'unité d'action politique que l'équipe de **Révolution Québécoise** vous tend, CAMARADES DE PARTI PRIS! ■

Néo-nationalisme et néo-capitalisme

par pierre vallières

De plus en plus de gens sont favorables au Québec à une action plus profonde de l'Etat, en particulier dans le domaine économique. Est-ce à dire que de plus en plus de gens deviennent socialistes au Québec? Ce serait une grave illusion de le croire.

Ainsi, dans l'interview qu'il a accordée le 8 octobre dernier à l'émission télévisée "Aujourd'hui", on a pu remarquer que M. Fernand Dumont, qui s'applique de ce temps-ci à définir les nouvelles options de la gauche québécoise, évite soigneusement de parler de socialisme. L'éminent sociologue de Laval se contente de parler de "la droite" et de "la gauche". La droite, pour lui, c'est uniquement la bourgeoisie d'affaires canadienne-française qui utilise présentement la Société générale de financement pour garantir et accroître son taux de profit. C'est aussi la haute bourgeoisie traditionnelle qui, pour acquérir la puissance, a dû en quelque sorte se faire anglaise et américaine. (1) Quant à la gauche québécoise, elle est formée, selon M. Dumont, de militants syndicaux, de jeunes technocrates de l'Etat du Québec et de l'Etat fédéral, de jeunes techniciens des entreprises étrangères établies ici, de gérants de coopératives, etc.

Une gauche réformiste

Ce qui manque à cette gauche, "c'est une sorte d'idéologie coordinatrice, des objectifs communs dans lesquels ces hommes actuellement très divers pourraient se reconnaître comme faisant partie du même mouvement, comme ayant les mêmes intentions fondamentales".

On a l'impression que cette élite se situe à gauche, parce qu'elle est formée de techni-

(1) Cf. Conférence prononcée par F.D. au colloque international de sociologie qui eut lieu récemment à l'Université Laval.

ciens au lieu de chefs d'entreprise. Mais cette gauche est-elle socialiste et révolutionnaire? Pas du tout. Car en même temps qu'elle donne l'illusion de contester le pouvoir de la bourgeoisie d'affaires canadienne-française, cette gauche se refuse de remettre en question les fondements mêmes de l'exploitation capitaliste et s'empresse de rassurer les Américains et leurs capitaux: non, messieurs, nous n'avons pas l'intention de toucher à votre capital!

Ainsi, M. Fernand Dumont affirme carrément que "nous n'avons pas les moyens de nous débarrasser du capital américain. **D'ailleurs, cela n'a aucun intérêt.** Nous devons en **profiter (?).**"

Les Américains nécessaires

"Il s'agit simplement, ajoute-t-il, par un examen un peu minutieux, un peu systématique de la situation, de voir quels secteurs devront continuer d'être exploités par des capitaux américains et quels autres secteurs décisifs aussi ceux-là, devront être exploités directement par l'Etat, puisque, j'y reviens, l'Etat devra jouer dans cette circonstance un rôle fondamental . . . et pour que l'Etat le fasse, il devra avoir un statut bien différent de celui qu'il possède dans la Confédération canadienne."

On se garde bien toutefois de définir les secteurs qui devront continuer, ou non, d'être exploités par les Américains. Mais il est clair que les Américains ne prendront pas à leur charge le développement économique du Québec, en investissant à perte, par exemple, dans l'infrastructure énergétique et routière, pour laisser aux Québécois ce qui rapporte: les industries d'extraction, de transformation et de distribution. Il serait curieux également que les Américains se mettent à financer un système québécois de sécurité sociale, qui comprenne aussi bien des soins médicaux gratuits qu'une accessibilité réelle et générale à l'éducation supérieure et scientifique.

Il est plutôt probable que les capitalistes américains exigeront de leurs valets francophones du Québec que les réformes dans le domaine économique soient partielles, qu'elles n'atteignent jamais le stade à partir duquel elles pourraient devenir irréversibles et mettre sérieusement en danger l'hégémonie yankee en Amérique du nord. Le capitalisme ne fait jamais la charité au point d'aider un peuple à devenir économiquement indépendant.

Amortir la lutte des classes

Ce qui risque d'arriver, c'est l'instauration d'une planification (dont les techniciens seront choisis dans cette "gauche" dont parle Dumont) qui aura pour objectif premier d'amortir la lutte des classes et de faire garantir par l'Etat l'extension des profits capitalistes. Cette planification ne sera impérative que pour les salariés dont les taxes serviront à financer les dépenses jugées non rentables mais absolument essentielles au développement des entreprises privées.

La sécurité sociale continuera d'être une forme subtile d'exploitation: elle continuera de servir à faire financer par les travailleurs non seulement les prestations qu'ils sont censé recevoir, mais aussi la plus grande partie des équipements hospitaliers et sanitaires, ainsi que l'aménagement des bureaux d'assurance-chômage et des autres "assurances" publiques, les salaires des fonctionnaires, l'appareil bureaucratique, etc. La fameuse "Caisse de retraite", dont on a tant parlé cette année, servira, mieux que toutes les autres institutions québécoises, à faire financer par les prolétaires "l'expansion économique" de la bourgeoisie (petite et grande).

Surtout, pas de révolution

L'option de la gauche québécoise, que défend le professeur Dumont et qui peut se passer de toute révolution violente — comme il dit, — est vraiment caractéristique de cette nouvelle couche de la bourgeoisie libérale, issue en grande partie des Sciences sociales, économiques et politiques et formée surtout dans les universités américaines. Ces libéraux sont des sociaux-démocrates à la manière allemande.

Le but commun de ces idéologues et de ces techniciens est l'établissement d'une société réformiste, alliée des Etats-Unis, mais dont les modalités sont encore à préciser, même si on en perçoit déjà les lignes maîtresses.

L'idéologie coordinatrice qui pourrait rassembler ces hommes, comme le souhaite M. Dumont, ne sera pas une idéologie révolutionnaire. Comme il s'agit de "profiter" à son tour du capital américain, il ne peut être question d'élaborer une politique foncièrement an-

ti-capitaliste et anti-impérialiste.

Une programmation économique qui garantisse profits et privilèges

On parlera de "réformer" le système existant sans le transformer fondamentalement. C'est ce qu'on pourrait appeler une espèce d'option progressiste-conservatrice, faite par ceux de la classe dirigeante qui, n'ayant plus confiance au mécanisme automatique de l'économie capitaliste libérale, font intervenir l'Etat pour sauver à long terme le régime établi.

Le néo-capitalisme est un capitalisme caractérisé avant tout par une intervention croissante des pouvoirs publics dans la vie économique. Le fait que les technocrates du régime se proclament à gauche des possesseurs de capitaux et des chefs d'entreprise ne signifie pas que ces technocrates soient décidés à utiliser le système contre lui-même; c'est pourquoi ils insistent tellement pour dire que la transformation des structures, ou plutôt l'évolution des structures existantes ne suppose pas du tout la révolution violente.

Il y faut tout au plus une "révolution tranquille" qui, par une "programmation économique", c'est-à-dire par la coordination, à l'échelle de la nation, de ce qui se faisait jusqu'à maintenant à l'échelle de l'entreprise ou de la petite ville industrielle de province, permette de rassembler différents plans d'investissement déjà élaborés par les entreprises privées (québécoises, anglo-canadiennes, belges et surtout américaines) et d'effectuer une planification "démocratique" — dans le cadre de la libre entreprise et de la concurrence — qui **indique** quelques objectifs considérés comme prioritaires à l'échelle des pouvoirs publics, c'est-à-dire qui correspondent à l'intérêt global de la classe bourgeoise.

Il est évident qu'il ne saurait être question de fixer une série d'objectifs dans le domaine de la production et de s'assurer que ces objectifs, considérés comme vitaux, soient effectivement atteints.

En bref, il s'agit à la fois de garantir **étatiquement** les profits et les privilèges de toutes sortes de la bourgeoisie nationale, qui, il faut le souligner, n'est pas composée uniquement d'hommes d'affaires, mais aussi de professeurs d'universités, de hauts fonctionnaires et de chefs de rédaction.

1840-1964

M. Fernand Dumont considère que les options qui s'offrent au Québec de 1964 ressemblent un peu à celles qui s'imposèrent en 1840 aux bourgeois libéraux, dirigés par Papineau.

"Deux options s'offraient à cette génération . . .

" — D'une part, continuer d'être une nation avec un certain nombre de conséquences; en particulier, accepter que l'Eglise soit l'épine dorsale, l'armature de la société canadienne-française.

" — D'autre part, continuer l'idéologie, les intentions de la bourgeoisie canadienne-française, (Papineau et les autres), d'avant la Rébellion: la démocratie, l'imitation du libéralisme britannique d'abord, américain ensuite, et français. Ces hommes ont compris que c'était deux options très divergentes. **Dans le second cas, il fallait, bien sûr, continuer la lutte contre l'Eglise. Ils ont décidé de se choisir comme une nation. Et cela comportait un certain nombre de conséquences; en particulier, l'absence de révolution politique violente.** Des déclarations extrêmement nombreuses de jeunes et même d'anciens de cette époque nous montrent que ces hommes en étaient très conscients. (...)

Nous sommes maintenant placés dans une situation où il faut choisir à nouveau.

"Q. — Cette option actuelle, est-ce que c'est l'option de la dernière chance pour le Canada français?

"R. — C'est fort possible, parce que, comme pour les hommes de 1840, choisir, avoir choisi à cette époque, disons la démocratie, et les idéologies de ce type, aurait impliqué fatalement l'annexion aux U.S.A., c'est-à-dire la disparition de la nation. **Actuellement, si nous choisissons la nation, cela implique évidemment certaines exclusions par rapport au Canada et aux U.S.A...**

Je pense que cela implique, en particulier, la constitution d'un Etat du Québec, qui soit à toute fin pratique, indépendant." (2)

Indépendance et coexistence pacifique avec le capital

Les "exclusions" dont parle Dumont semblent plutôt d'ordre constitutionnel que d'ordre économique, puisque l'indépendance politique devra être accompagnée d'une coexistence pacifique avec le capitalisme monopoliste qui nous exploite

(2) Extrait de l'interview accordée par F. Dumont à Radio-Canada.

présentement. La sécession du Québec qui devrait être, dans l'esprit de certains indépendantistes de bonne foi, un moyen de libération du peuple québécois, peut ne provoquer en fait, et pour de longues années, qu'une coalition plus étroite que celle qui existe présentement des classes dirigeantes du Québec, du Canada anglais et des Etats-Unis. En donnant l'illusion aux masses que la liberté est celle de la langue, d'une constitution originale et d'un drapeau distinctif, la bourgeoisie (pour qui justement la langue n'a jamais été un problème) cherche à utiliser le sentiment populaire pour accroître ses privilèges. Car il ne faut pas perdre de vue cette réalité: les concessions des Anglo-canadiens ne profiteront qu'à ceux qui ont les moyens de s'en servir, c'est-à-dire les financiers, les politiciens, le clergé, et l'élite de technocrates qui les entoure.

Seule une révolution accomplie par la classe ouvrière pourra donner à la nation québécoise une indépendance réelle, arrachée à la fois au capital étranger et aux gouvernements "constitutionnels" qui le représentent. Seul un Etat socialiste sera en mesure de concrétiser pour les travailleurs le rêve indépendantiste, le souhait d'une société sans classes. ■

objectif 64

revue indépendante de cinéma

NUMÉRO DOUBLE (29-30)

au sommaire:

Entretien avec Gilles Groulx.
Von Stroheim, Godard, Welsh, Munk
et la vie cinématographique canadienne.

ABONNEMENT A DIX NUMÉROS: **$4.50**

OBJECTIF 64, C.P. 64, Station N, Montréal-18, Qué.

VENDREDI, LE 27 NOVEMBRE 1964

Pierre Bourgault, président du R.I.N.

Guy Bertrand, vice-président de l'A.G.E.U.M.

Laurent Gaudreault, président du Syndicat des ouvriers-manoeuvres de Montréal (C.S.N.)

et **Pierre Vallières**

"LES TRAVAILLEURS QUÉBÉCOIS ONT-ILS UN INTÉRÊT RÉEL À DEVENIR NATIONALISTES?"

Premier d'un série de débats publics organisés par **"Révolution québécoise"**, sur les multiples problèmes de la classe ouvrière au Québec.

Lieu: **Centre Social de l'Université de Montréal**
2222 Maplewood, Montréal.

Heure: **8h. p.m. précises.**

Le grand public est cordialement invité à participer à ce débat.

Le patriotisme du Dr Jutras

par jean rochefort

M. René Jutras, médecin, séparatiste et l'un des fondateurs du "Regroupement National", dernier-né des mouvements indépendantistes, signait dans "Le Devoir" du 31 août dernier un long article où il mettait en garde "tous les indépendantistes honnêtes, sincères du Québec contre la présence et l'activité de ces faux patriotes, adeptes du marxisme". L'article sur trois colonnes du Dr Jutras portait comme sous-titre, "Alerte à tous les Québécois indépendantistes" et déclarait emphatiquement dans sa conclusion que la promotion de l'Indépendance par ces "adeptes du marxisme est fallacieuse et hypocrite".

Produit typique du cours classique traditionnel, le Dr Jutras, avec son encéphale compartimenté par la logique formelle, déclare qu'"un adepte du marxisme ne saurait épouser avec sincérité une cause nationale comme l'Indépendance du Québec" puisque "Marx a déclaré que les ouvriers n'ont pas de patrie."

Et qu'est-ce que la patrie pour le Dr Jutras? — "La patrie, dit-il, est l'extension ou le développement ultime du concept de famille" et "prend racine dans la spiritualité de l'homme".

La patrie et la spiritualité de l'homme

La patrie, selon le Dr Jutras, étant l'extension d'un concept basé sur la spiritualité, les classes dirigeantes peuvent donc, en toute quiétude de conscience, s'approprier toutes les terres, toutes les richesses matérielles, toutes les industries, tous les commerces, toutes les institutions bancaires et financières d'un pays sans frustrer, par conséquent, les classes laborieuses de leur patrie. Les richesses matérielles, la réalité concrète vont aux classes dirigeantes, soit environ 10% de la population, le CONCEPT, la SPIRITUALITE, les idées pieuses restent aux classes laborieuses, soit environ 90% de la population.

Quel partage merveilleux pour les classes capitalistes que défend le Dr Jutras!

Et quand ces richesses matérielles sont menacées par la convoitise des classes dirigeantes de pays étrangers, l'on fait appel pour les défendre au CONCEPT de patrie des classes laborieuses. Ceux qui ne possèdent que leur vie et leur force de travail vont alors les sacrifier, au nom du CONCEPT de patrie, pour défendre les richesses de leur pays, qui ne leur appartient pas.

Voilà une autre aubaine pour les classes capitalistes que défend le Dr Jutras! Car c'est un avantage suprême de pouvoir troquer les richesses d'un pays contre un CONCEPT, d'échanger la proie pour l'ombre et de faire gober à 90% des citoyens que, non seulement ils doivent accepter que l'ensemble des richesses de leur pays appartienne à 10% de la population, mais qu'ils doivent également défendre ces richesses contre ceux qui menaceraient cette "répartition".

Le patriotisme et la survie des classes dirigeantes

La patrie, toujours selon le Dr Jutras, étant un CONCEPT assis sur une SPIRITUALITE, il suffit, pour perpétuer l'"Ordre social" (90% des citoyens soumis à 10%) de développer ce CONCEPT de patrie en une idéologie, le Patriotisme, à coups de réflexes conditionnés, dès le jeune âge, par l'école et la propagande. C'est ainsi d'ailleurs que s'est créé le patriotisme bourgeois actuel, cette pseudo-fierté nationale qui est l'opium des classes dirigeantes à l'usage des classes laborieuses.

Car ce que les classes dirigeantes craignent c'est qu'un jour les 90% des citoyens, les dindons de la farce, les spoliés éventent la supercherie et renversent les 10%, les privilégiés, les spoliateurs des richesses nationales. Le patriotisme développé jusqu'au chauvinisme devient donc une nécessité, une garantie de survie pour les classes dirigeantes capitalistes.

Car ce patriotisme chauvin réunit dans la même émotivité les exploiteurs et les exploités et fait oublier à ces derniers qu'ils ne sont que les laquais d'une grande maison qu'ils sont chargés d'entretenir et de défendre, mais qu'ils ne posséderont jamais.

Le Dr Jutras, qui n'appartient pas aux classes laborieuses, l'a bien compris quand il dit, dans son article: "l'amour de la patrie qui unit d'amitié les citoyens de différentes classes au sein d'une nation".

Mais malheureusement pour tous les docteurs Jutras des classes dirigeantes capitalistes, la patrie n'est pas un CONCEPT mais une réalité CONCRETE et les classes laborieuses, n'en déplaise au Dr René Jutras, n'ont pas de patrie, parce qu'on les en a spoliés.

Les classes laborieuses ,les classes salariées, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, n'ont pas d'autre patrie que celle de la pauvreté, du chômage et de l'insécurité économique.

Patrie de misère

Car le peuple n'a pas accès à une patrie véritable, puisque les sites enchanteurs, les richesses naturelles, les industries, les banques, les grands moyens de transport, etc., etc., ne lui appartiennent pas. Tout ce qui fait une patrie concrète et non imaginaire appartient aux classes dirigeantes qui en ont la nue-propriété en plus de l'usufruit.

Qui jouit par exemple, des sites enchanteurs, des forêts giboyeuses, des lacs poissonneux du Québec? — Les classes laborieuses ou les individus fortunés du Canada ou des U.S.A.?

La patrie des classes laborieuses se réduit, hélas! à l'attachement émotif aux lieux de leur naissance et de leurs misères. Mais cet attachement lui-même est surtout fondé sur l'absence de moyens d'évasion. Car lorsqu'un travailleur peut quitter son patelin pour mener ailleurs une vie moins misérable, il ne revient pas vivre dans la patrie de sa misère.

C'est pourquoi il est illusoire de croire que les Canadiens français hors du Québec y reviendront vivre si le Québec fait sécession. Ces émigrés reviendront seulement s'ils peuvent y vivre plus à l'aise que là où ils vivent présentement. Car le Québec n'a jamais été leur véritable patrie, leur grande patrie, mais seulement leur lieu de naissance et d'insécurité économique, leur petite patrie. Ce n'est pas par véritable patriotisme que ces exilés reviennent parfois visiter le Québec, mais par un sentiment de curiosité et d'attendrissement pour le lieu de leur naissance et de leur jeunesse, et par certains réflexes conditionnés qu'on appelle pompeusement la nostalgie.

Cependant, le peuple du Québec aspire à une patrie véritable, à une grande patrie, à une contrée qui serait CONCRETEMENT à lui. Il aspire, par conséquent, à un patriotisme véritable, à un sentiment de fierté réelle pour une contrée qui serait CONCRETEMENT à lui.

Patriotisme et socialisme

Mais il n'y a qu'une façon pour le peuple du Québec de posséder une patrie véritable au lieu de la mystification d'un CONCEPT, de tenir la réalité au lieu de son ombre, c'est d'être maître des richesses nationales. Et pour devenir maître de son sol et de son sous-sol, de ses industries et de ses institutions, le peuple du Québec doit s'en emparer, doit exproprier les expropriateurs du patrimoine national.

Le peuple du Québec doit briser l'emprise de l'axe Ottawa-Washington sur l'économie et la politique du Québec, non au profit des classes capitalistes québécoises mais au profit des classes laborieuses, au profit de tous les salariés québécois. Seul l'établissement d'un régime socialiste au Québec permettra à la fois de récupérer les richesses nationales et d'éliminer les classes capitalistes québécoises qui jouent actuellement la carte nationaliste afin que ce transport de richesses se fasse à leur profit.

Ce serait un désastre pour le peuple du Québec de faire les frais d'une sécession pour simplement changer de maîtres, pour remplacer les capitalistes anglo-canadiens et américains par les mesquins petits bourgeois québécois. Une sécession sans révolution c'est-à-dire sans transformation des structures socio-économiques capitalistes en structures socialistes ferait le jeu des petits capitalistes québécois que défend le Dr Jutras.

Le Dr René Jutras est peut-être un excellent praticien dans le diagnostic d'une rougeole ou d'une scarlatine, mais il est un lamentable analyste politique et un primaire en sociologie. Car qui sont les vrais patriotes? Qui sacrifient leur vie pour défendre la patrie véritable, la patrie concrète pendant les guerres? — Les adeptes du marxisme ou les docteurs Jutras des classes dirigeantes capitalistes? ■

"Loin de désespérer de l'avenir des Canadiens français, la gauche saura les faire entrer dans l'histoire." (1)

Marcel RIOUX

(1) *Cité libre*, décembre 1955.

Points de repère

1

Une sidérurgie et un Etat policier pour notre bourgeoisie québécoise

par pierre vallières

Dans un éditorial de "La . . . libre" (1), M. Michel van Schendel a trouvé contradictoire que dans la même semaine le gouvernement Lesage annonce la création d'une sidérurgie et en même temps accorde l'absolution aux policiers qui ont joué de la matraque le 10 octobre dernier.

Pour Michel van Schendel, ces deux événements n'ont en soi rien de commun. La sidérurgie lui paraît une décision heureuse et bienfaisante, tandis que le rapport Wagner, d'une partialité brutale et bête, lui semble nettement réactionnaire, pour ne pas dire plus (et avec raison). Face à l'établissement d'un Etat policier, la création d'une sidérurgie risque de porter à faux, selon l'éditorialiste de "La . . . libre". Est-ce à dire que sans violence policière, cette sidérurgie aurait signifié le début d'une libération économique véritable pour le Québec?

En fait, l'Etat policier ne contredit pas la sidérurgie que veut mettre sur pied la Société générale de financement, de concert avec le gouvernement, et surtout avec les capitalistes québécois.

L'Etat policier se développe parallèlement au capitalisme québécois dont l'idéologie **doit** devenir la norme absolue qui garantisse les privilèges acquis et futurs.

En effet, qui dirigera la future sidérurgie? MM. Filion et Paré, de l'Ordre de Jacques-Cartier, ardents défenseurs de l'entreprise privée et du statu quo politique, M. Gérard Plourde, président de United Auto Parts et membre des conseils d'administration de LA PRESSE et de LA PATRIE ainsi que de la Banque Canadienne Nationale, M. Pierre R. Gendron, président de la Brasserie Dow, et M. Peter N. Thomson, président et directeur général de la Power Corporation et trésorier du parti libéral. (2) A ma connaissance, aucun de ces hommes n'a envie de changer le système actuel; bien au contraire.

La sidérurgie sera financée en grande partie par la S.G.F. et par le public acquéreur d'obligations qui ne permettent aucune intervention dans la gestion de l'entreprise. Le capital-obligations s'élèvera à environ $160 millions. Quant au capital-actions, il se chiffrera à $55 millions dont $25 millions seront automatiquement détenus par la S.G.F., qui est, comme aime à le répéter souvent M. Filion, une entreprise privée mise sur pied par le gouvernement pour favoriser l'essor du capitalisme québécois.

Au Québec, serait vraiment révolutionnaire une action politique visant à la fois à la nationalisation des mines, de la forêt, des moulins à papier et des industries de croissance beaucoup plus rentables encore qu'une sidérurgie: comme les usines pétro-chimiques, d'électronique, de constructions mécaniques et électriques, — et cela dans le but de sortir le Québec de sa dépendance vis-à-vis le capital et les marchés extérieurs, principalement par l'établissement d'une industrie de transformation capable d'assurer aux travailleurs québécois la sécurité économique à laquelle ils ont droit.

Mais ce n'est pas du tout dans cette optique que travaillent MM. Lesage, Filion et consorts. Leur but est de garantir l'accumulation sans risques des profits capitalistes. C'est pourquoi tout mouvement d'opposition qui risque, d'une façon ou d'une autre, de rompre l'équilibre social nécessaire à l'accumulation constante des profits doit être réprimé. D'où l'alliance entre la police, le gouvernement et le capitalisme.

MM. Wagner, Lesage, Filion, Laporte, Plourde Paré, etc. font partie de la même famille, de la même clique, de la même classe sociale: ils ont les mêmes intérêts et poursuivent les mêmes buts — que ce soit au moyen de matraques ou d'une sidérurgie ou encore d'une caisse de retraite soi-disant **sociale.**

Le système rend les matraques solidaires de la sidérurgie et la sidérurgie solidaire des matraques. Il n'y a pas d'un côté un abus de pouvoir et de l'autre une initiative progressive. En fait, tout ce que fait le gouvernement libéral est profondément et volontairement anti-démocratique: car cela ne vise qu'un objectif: accroître les privilèges et la puissance de la classe dirigeante en maintenant en place les structures économico-politiques qui favorisent l'inégalité sociale, l'exploitation du travailleur par le possesseur de capitaux.

Tant que le peuple est aliéné ou muet, le régime n'a pas besoin de matraques pour durer. Mais à partir du moment où la population commence à se poser des questions sur son destin politique, culturel et économique; à partir du moment où cette population commence à demander des comptes aux politiciens et aux gérants d'entreprises, les matraques deviennent nécessaires pour "la sauvegarde de l'ordre établi et de la paix sociale".

---

(1) 27 octobre 1964.

(2) "M. Peter Nesbitt Thomson est un financier bien connu non seulement rue St-Jacques mais encore à travers tout le Canada tant ses activités s'étendent à de multiples entreprises canadiennes. Il est président de Power Corporation of Canada, de N.T. Investments Ltd., de Osisko Rouyn Exploration Co. et de Shawinigan Industries Ltd. Il est secrétaire et administrateur de Canadian Car and Bus Advertising Ltd., vice-président et administrateur de Bathurst Power and Paper Co., de The Warnock Hersey Co., de Canadian Power & Paper Securities Ltd. et de Capital Management Ltd. Il remplit la fonction d'administrateur dans les entreprises suivantes: Abansand Dils Limited, Aircraft Industries of Canada Limited, Canada Steamship Lines Limited, Chemcell (1963) Limited, Canadian Industrial Gas Limited, Canadian Inspection & Testing Co. Ltd., Canadian Interurban Properties Limited, Carrière Du Pont, Claridge Realties Inc., Commonwealth Industrial Bank Ltd. (Nassau, Bahamas), East Kootenay Power Co. Limited, Foreign Power Securities Corporation Limited, General Mutual Funds Ltd., Gibraltar Finance Limited, Grand Bahamas Industries Ltd., Great Britain and Canada Investment Corporation et dans une vingtaine d'autres sociétés."

(*Les Affaires*, 2 novembre 1964, 11)

2

Les journalistes et l'éducation du sens civique au Québec

opinion d'un savant jésuite

Pour l'information de nos lecteurs, voici quelques réflexions d'un ex-aumônier de syndicat:

"L'incivisme au Canada ne date certes pas d'aujourd'hui, mais il **prend des proportions inquiétantes.** Ce qui me paraît évident, c'est que **le civisme, qui est adhésion de la conscience individuelle et collective à l'ordre de la cité,** ne saurait croître et régner **dans les âmes** sans le concours constant et varié des techniques de diffusion. Un citoyen, c'est un membre actif et conscient d'une cité à construire. Cité démocratique puisque tous participent, dans l'égalité et la liberté, à son établissement. Or, il ne saurait y avoir de démocratie sans une information ouverte et vraie. **Informer, c'est libérer; déformer, c'est asservir.** Alfred Sauvy avait raison de rappeler l'axiome: mal informés, les hommes sont ou deviennent des sujets; bien informés, ils sont des citoyens.

"Sommes-nous bien informés? Le dernier colloque de l'Institut canadien d'Education des Adultes (I.C.E.A.), tenu au Mont-Gabriel du 21 au 23 mai dernier, a porté sur l'information et a fait une révélatrice excursion d'éclaireur en ce domaine dont l'inventaire était apparu nécessaire à la Commission Lévesque-Massey lorsqu'elle enquêtait sur la culture au Canada. Cet inventaire n'a jamais été entrepris, bien que depuis dix ans plusieurs l'aient réclamé.

"Le colloque de l'I.C.E.A. a permis de constater **l'unanimité des conférenciers et l'accord général des participants sur le manque de formation professionnelle des journalistes, des jeunes surtout,** avec pour résultat des prises de position, improvisées ou erronées, et regrettables. L'attitude la plus blâmée, parce qu'elle s'est généralisée dans la nouvelle génération et parce qu'elle frustre le public de l'information objective à laquelle il a droit, consiste à **infléchir l'information dans le sens d'une option idéologique.** Le commentaire et parfois même la position éditoriale ne sont pas démarqués clairement de la nouvelle.

"On a, de plus, déploré la continuelle surenchère de **la presse, forcée maintenant d'entretenir ses lecteurs dans un état de phychose.** L'habitude de coiffer une nouvelle de titres sensationnels, inexacts ou tendancieux au point d'atteindre à la fausse représentation, a été signalée comme largement répandue. On a réclamé un meilleur équilibre des nouvelles, selon leur mérite, tout en reconnaissant la difficulté de la tâche.. Les journalistes responsables en corps et à titre personnel devront relever leur **idéal moral et professionnel.**

"Pour ma part, j'estime que le climat psychologique qui prévaut dans le monde de nos journalistes constitue le problème numéro 1 de l'éducation du sens civique au Québec (...)

"En cette éducation l'on peut considérer deux aspects: l'action sur l'opinion publique, sur la pensée déjà formée des citoyens adultes, qui s'exerce surtout par **l'information ouverte, véridique et équilibrée; l'action sur l'esprit et l'âme des jeunes** par la formation qui écartera verbalisme et sentimentalisme et qui exigera justesse dans l'observation et rigueur dans l'exposé.

"On définit d'ordinaire le civisme comme une "disposition habituelle à remplir les obligations et à assumer les charges qui correspondent à la qualité de membre d'une société politique, tout en y exerçant les droits qu'elle confère". Il s'ensuit que **le sens civique suppose l'intelligence du bien que constitue l'harmonieux développement de la communauté politique tout entière et l'acquisition d'attitudes intérieures qui intègrent et subordonnent les intérêts particuliers dans l'ordre de la cité.** Parmi ces attitudes, il convient de signaler la conscience sociale, **l'esprit de sacrifice** au bien commun, le respect de la fonction publique, le sens des responsabilités des personnes et des groupes au sein de la nation, etc."

Cette longue citation, extraite d'un article du R.P. Jacques Cousineau s.j., publié dans la revue d'arrière-garde "Relations", (1) parle d'elle-même. Inutile de la commenter longuement. Contentons-nous de remarquer seulement que les propos du Jésuite rejoignent ceux du solliciteur-général, M. Wagner. Les deux sont des purs, des intègres, formés à la philosophie "véridique et équilibrée" de l'ordre établi. Les deux sont des juges de la pensée et de l'action d'autrui. Les deux se prennent pour la nation québécoise dans ce qu'elle a de meilleur et d'irremplaçable.

Quand les Jésuites et la police sont d'accord, l'Inquisition n'est pas loin.

---

(1) Octobre 1964.

3

Un ministre inutile: Carrier Fortin

par pierre vallières

Au cours d'une assemblée des journalistes de LA PRESSE, M. Marcel Pépin, secrétaire général de la C.S.N., a rappelé quelques propos tenus par l'honorable ministre du Travail, M. Carrier Fortin, qui s'est déjà rendu célèbre par la présentation d'un code du Travail anti-ouvrier.

Chaque fois que le secrétaire général de la C.S.N. est allé trouver le ministre du Travail, pour lui demander d'intervenir afin de hâter le règlement de conflits majeurs comme ceux de LA PRESSE, de Mont-Laurier, de St-Tite-de-Champlain ou de la Standard Paper Box, le ministre lui a répondu:

— Un conflit ouvrier, ce n'est pas de mes affaires. Débrouillez-vous avec. Quand vous aurez trouvé une solution, vous reviendrez me voir.

— Mais, monsieur Fortin, vous êtes ministre du Travail!

— Justement, je dois demeurer en dehors des débats, des conflits entre patrons et ouvriers. C'est à vous autres de régler vos chicanes, pas à moi.

Ainsi M. Carrier Fortin ne se salit pas les mains. Y a-t-il une raison à cela? Probablement la peur que le règlement d'un conflit ne joue un jour contre lui, si jamais il devait prendre position pour les travailleurs. Pour M. Fortin, le ministère du Travail est un "job", et ce qui l'intéresse avant tout c'est le "job" et le salaire qui y est attaché. Alors pourquoi ne pas l'expédier au ministère des Pêcheries? Le ministère du Travail a besoin d'être dirigé par plus qu'un simple gratte-papier.

4

DIEU, fondement du fédéralisme

par claude ménard

Faisant suite à la demande du BICORNE, organe officiel du parti rhinocéros, voulant relier davantage le Canada à la couronne britannique, Monsieur Marcel Faribault (1) poussait, dans "une intervention qui a retenu l'attention", (2) la logique au bout et proposait une constitution nouvelle. Ce profond remaniement de notre constitution, fondement (le seul diraient certains esprits mal tournés) du Canada, nous relie non seulement à la royauté **British**, mais, de couronne en couronne, à la coiffe céleste de Dieu le Père lui-même.

Ayant établi "que le gouvernement lui-même est affaire d'autorité", Monsieur Faribault nous reporte, dans un périple historique d'envergure, aux grands principes énoncés au XVIe s. et donnant au pouvoir politique (monarchique ou autre) une assise toute puissante : Dieu.

"Reconnaissant que toute autorité vient de Dieu, Suprême législateur, Juge et Seigneur du ciel et de la terre", le pouvoir établi est justifié; la reconnaissance se fait en notre nom, au nom de tout le peuple canadien. Si par malheur nos dieux ne sont pas les mêmes ou n'existent pas, nous ne sommes donc pas Canadiens. Dieu en soit loué!

(1) Président du Trust Général du Canada, membre du Bureau des Gouverneurs de l'Université de Montréal, etc...

(2) Texte lu à La Conférence Canadienne sur les objectifs nationaux, et rapporté sur toute une page, dans le Devoir du vendredi 9 octobre 1964.

Mais l'humanité a bien évolué, et Monsieur Faribault, désireux de nous réconcilier dans sa DECLARATION CONSTITUTIONNELLE, avec le XVIe s., s'empresse de mettre des étapes intermédiaires. Sa largeur d'esprit lui permet d'admettre que peut-être n'est-ce plus la royauté qui est de droit divin, mais, de façon plus large et plus moderne, le fédéralisme, (coopératif bien entendu):"Rendant grâces à la Providence de nous avoir permis de nous unir et d'atteindre ensemble, sous une constitution fédérale, une abondance de paix et de prospérité dans le respect de nos autonomies nécessaires et la reconnaissance de nos intérêts communs".

En effet de quel droit refuserions-nous "le fédéralisme accepté à travers le monde" parce qu'il "correspond à des valeurs universelles et pluralistes"? Ce qui me désole dans cette constatation, c'est le peu de délicatesse que met Monsieur Faribault à employer la tactique favorite de la bourgeoisie: ériger en valeur universelle une situation de fait qui lui profite économiquement.

Nos esprits libéraux ne peuvent cependant se contenter de ces principes. Pour être honnête et embrasser toute l'histoire moderne dans sa constitution, Monsieur Faribault franchit une étape ultime et nous amène à la frontière du 19e s., énonçant le grand principe de la révolution bourgeoise de 1789, principe qui fonde la revision constitutionnelle suggérée par Monsieur:

"Conscients que les constitutions humaines même inspirées par les principes de l'égalité, de la liberté et de la fraternité entre les hommes, demeurent néanmoins imparfaites et doivent être modifiées de temps à autre".

Tant d'efforts, une si belle synthèse de grands courants historiques, ne peuvent trouver d'accomplissements que dans des articles constitutionnels entièrement renouvelés : le Canada y est déclaré "régime fédéral", composé d'Etats désireux de "vivre en paix", dans le respect des autorités départies à chacun, et dans la reconnaissance de "la Reine d'Angleterre comme son chef titulaire".

Un tantinet fier du grand apport qu'il vient de faire à l'oeuvre canadienne, Monsieur Faribault nous souligne que "c'est une démonstration qu'on peut par écrit, dire beaucoup de choses en peu de mots". Craignant toutefois de passer pour présomptueux, il s'empresse d'ajouter qu'il "faut faire montre d'humilité, vertu essentiellement conservatrice". Nous ne nous en étions pas douté! ■

6548 boul. St-Laurent **Tél. 277-3536**
Montréal

CROSS WORLD IMPORTS CO. INC.

LIVRES ET PERIODIQUES EN ANGLAIS ET FRANÇAIS
DISQUES, CADEAUX, CONSERVES
MONTRES ET CAMERAS

IMPORTATEUR ET DISTRIBUTEUR DE L'U.R.S.S. ET DE CUBA

EN GROS ET DETAIL

5

Charles Taylor ou les avatars de la pensée futile

par claude ménard

Les psychiatres se sont longuement penchés sur les caractéristiques individuelles de l'instinct de puissance, analysant à fond ses racines. Ils en ont trop souvent oublié le caractère collectif, la domination nécessitant l'emprise d'un groupe restreint sur des majorités asservies. Un des instruments favoris de cette relation maître-esclave appartient à toutes les forces de l'oppression, ou tout au moins à leur inconscient: le morcellement, la pensée parcellaire, qui se traduisent au niveau de l'action par l'individualisme. Dans les domaines économiques, politiques (diviser pour régner), etc., le morcellement vient empêcher le dialogue en faisant des particularités un caractère essentiel. Cette stratégie assumée par la bourgeoisie aux XVe et XVIe s., lors de la naissance de la civilisation atlantique, se voit reprise de façon plus ou moins consciente par une bourgeoisie locale en train de prendre conscience d'elle-même, en train de se forger ses idéologues libéraux. Monsieur Taylor me semble être un de ceux-là.

Monsieur Taylor en veut à la pensée globaliste, i.e. à cette pensée qui "aux maux dont souffre un peuple", trouve "une seule et unique solution". Comme exemple, l'illustre professeur parle du sens de la "décolonisation", i.e. "le rapatriement de la souveraineté comme préalable nécessaire". Nous avons là une excellente illustration d'une pensée parcellaire, qui réduit les problèmes réels à leur simple apparence, dérivant les énergies vers des symboles. Il est clair que la décolonisation effective du Québec ne saurait se limiter à un ridicule rapatriement constitutionnel; la démarche à suivre nous semble l'inverse de ce que comprend Monsieur Taylor. Le problème fondamental du Québec étant celui d'une émancipation économico-sociale, la pensée globale (décriée par Taylor) permet au moins de comprendre que la liberté politique est le simple instrument de cette émancipation. Mais la confusion entretenue entre but et moyens permet, la tactique est bien connue, la désorientation des énergies en faisant déboucher celles-ci dans l'activisme: au Québec par exemple, elle entraîne certains rinistes révolutionnaires à perdre leurs forces dans une lutte pour obtenir l'indépendance politique qui au fond ne servira que la bourgeoisie nationale. Les idéologues bourgeois dérivent ainsi les forces populaires vers des symboles, au déprofit de la réalité.

Dans l'analyse des problèmes concrets, les contradictions de la pensée parcellaire aboutissent à des explications tragi-comiques. Songeons à l'analyse du chômage faite par Monsieur Taylor: après avoir reproché à la pensée globale ses à priori il déclare sans nuances que si le Québec se sépare, "le chômage restera non résorbé . . . Selon les tenants du globalisme, il faudrait attendre que l'indépendance soit acquise . . .". Est-ce mauvaise foi ou inconscience? Taylor parle d'une indépendance de papier, négligeant de tenir compte de certaines positions qui veulent cette émancipation économico-sociale seule capable de résorber le chômage. Quant au souci d'attendre, c'est justement parce que les Québécois sont "tannés" d'attendre d'un gouvernement fédéral amorphe, capitaliste et hyper-bourgeois, des solutions raisonnables, qu'ils envisagent maintenant des revendications globales, capables de rejoindre l'ensemble de leurs problèmes; c'est pourquoi entre autres, 10,000 cultivateurs ont marché sur Québec, demandant une politique d'ensemble seule capable de les satisfaire.

Monsieur Taylor parle de "changement radical de statut juridique"; il est désespérant ou bouffon de voir qu'il n'a rien compris aux revendications naissantes des Québécois qui justement ne veulent plus se contenter des mots et des papiers (style nationaliste 1930) mais veulent des transformations concrètes et sérieuses. Un peu plus loin nous en trouvons une illustration, Taylor accusant les penseurs globalistes d'ajourner; mais à force de ne pas ajourner, de ne pas remettre en cause le système, les étudiants ont obtenu cette **"charité"**, le prêt d'honneur, qui consiste à emprunter des sommes importantes à **6%** l'an d'intérêts. Appuyer les mesures dynamiques d'un régime (ce que Taylor admet) ne signifie pas appuyer ce régime, lorsqu'il maintient par ses hésitations, le chômage, la non-démocratie scolaire, l'insécurité sociale pour les travailleurs et les vieillards. Ce qu'il faut, et là nous sommes d'accord avec l'auteur quoique dans un sens différent, c'est envisager les problèmes dans leur ensemble, et non dans la perspective d'une simple indépendance politique.

Nous voulons nous attaquer aux problèmes économiques et sociaux concrets, mais en prenant les moyens pour les résoudre, dont l'émancipation politique totale s'il le faut. Monsieur Taylor nous révèle lui-même jusqu'où va sa logique lorsqu'il nous assure du bien-fondé de la Confédération en rappelant l'aide que nous apporte Ottawa pour les investissements scolaires et autres, quand on sait qu'Ottawa n'a justement cédé sur ces sujets que de façon partielle, et après l'humiliant chantage de Monsieur Lesage (ultimatum, etc.) Monsieur Taylor y met le comble, lorsqu'il parle de notre maîtrise des moyens de démystification, quand on sait toutes les forces liguées pour empêcher les journalistes de **La Presse** de parler, quand on connaît le "boycottage" dont sont victimes les gars de PARTI PRIS, quand on sait les consignes de "SILENCE" dont sont frappés les services de nouvelles de Radio-Canada (sur certains sujets, bien entendu), quand on sait (depuis l'affaire de Québec) la répression policière dont sont victimes les manifestants.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le papier de Monsieur Taylor. La conclusion nous semble toutefois se dégager clairement du texte qui fait suite à son article, texte choisi par la rédaction de CITE LIBRE et qui se lit comme suit: "En s'abstenant de soumettre la société américaine à une critique GLOBALE, les libéraux, les progressistes et la gauche en général, non seulement se sont trahis eux-mêmes, mais ils ont trahi l'Amérique". Ces deux textes (Taylor et Pickstock) qui se suivent dans CITE LIBRE, sont révélateurs des inconséquences d'une pensée morcelée qui refuse de voir (pour utiliser un exemple de Taylor) dans les problèmes de refrancisation, la nécessité d'une maîtrise de notre économie, qui refuse de voir dans le chômage les racines économico-politiques. Les complexités de la réalité, la prise de conscience par les exploités québécois de la justesse de leurs revendications auront vite fait de faire éclater ces inconséquences de la pensée bourgeoise. ■

6

Trudeau dixit (1)

il y a dix ans

"Quand on sait que le principe des ententes fiscales a connu en dix ans de recherches et de tâtonnements plus d'une demi-douzaine de modalités d'application, on ne saurait expliquer autrement que par de **l'hostilité** cette inclination soudaine d'Ottawa à considérer ces ententes comme immuables, précisément à partir du moment où notre province — après toutes les autres — y demandait quelque modification qui mît fin à **la coûteuse discrimination exercée contre nous.**

"L'attitude fédérale me paraît d'autant moins admissible que depuis l'origine même de la Confédération jusqu'à nos jours, le régime des subsides et paiements fédéraux a fait l'objet d'au moins une vingtaine de modifications de toutes sortes. Par exemple, bien que l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique statuât que certaines subventions constituaient "un règlement complet de toutes demandes futures", la Nouvelle-Ecosse obtenait un traitement de faveur dès 1869; Québec et Ontario firent de même en 1873; puis aux conférences inter-provinciales de 1887 et de 1902 toutes les provinces demandèrent de nouveau des subsides plus avantageux; ensuite en 1906, le Manitoba, l'Alberta et la Saskatchewan tentèrent de faire augmenter leurs octrois; et, le premier ministre de la Colombie britannique alla se lamenter en ce sens jusqu'à Londres; en 1907, un amendement constitutionnel changea complètement la base des subventions contenue à l'article 118; en 1930, Saskatchewan et Alberta obtinrent de nouveaux avantages; et la longue plainte des provinces maritimes leur valut en 1932 un traitement de faveur; finalement en 1949, Terre-Neuve fit acheter au prix fort son entrée dans la Confédération.

"Enfin bref, toutes les provinces tour à tour exercèrent toute manière de pressions sur Ottawa en vue d'améliorer leur part des octrois, et elles obtinrent toutes sortes de concessions jusqu'à ce qu'en 1952, toutes les provinces, sauf Québec et Ontario, aient signé des ententes. **Alors M. Abbott imagina une nième formule d'entente qui, en ses propres mots, "s'avéra utile pour la seule province d'Ontario".** Ontario ayant alors signé, la question apparemment était close du point de vue d'Ottawa. Et c'est ainsi qu'entre 1947 et 1954 Ottawa a occupé en exclusivité le champ de l'impôt sur le revenu personnel dans toutes les provinces, **y compris Québec,** et en retour a payé diverses sommes à toutes les provinces, **excepté Québec.**

"Oh! je sais bien que cet état de choses est issu de l'incompétence totale du gouvernement Duplessis en matière économique, et c'est pourquoi j'ai rarement raté une occasion de blâmer l'obstination systématique avec laquelle il se refusait à tirer un meilleur parti du principe des ententes fiscales. Mais la bêtise de la victime ne saurait être plaidée comme circonstance atténuante par **un voleur.** Et je constate que le gouvernement fédéral et ses fins fonctionnaires s'étaient avec un peu trop de complaisance accomodés à **un régime qui,** jusqu'en 1957 au moins, (2) **devait équivaloir à un détroussement manifeste du contribuable québécois."** (3)

(1) Pierre Elliott-Trudeau, "De libro, tributo et quibusdam aliis," in *Cité libre*, octobre 1954.

Jusqu'à nos jours, le régime fédéral a donné raison au diagnostic de M. Trudeau. Depuis 1954, où ces lignes furent écrites, rien n'a vraiment changé, économiquement et politiquement parlant, même si M. Trudeau, lui, est devenu fédéraliste-coopératif et partisan d'une politique fonctionnelle "from coast to coast".

L'annonce faite, le 9 octobre, par LE DEVOIR, qu'un rapport ultra-secret, rédigé par les fonctionnaires d'Ottawa, révélait sans équivoque que c'était au Québec que le gouvernement central dépensait le moins n'a surpris personne ici.

On sait déjà depuis longtemps que le Québec est la plus défavorisée de toutes les provinces du Canada et que l'indice des dépenses fédérales par rapport à la population est considérablement moins élevé que partout ailleurs. Selon le rapport — qui n'a été publié qu'après avoir été maquillé par les experts d'Ottawa —, l'indice des dépenses fédérales au Québec est moindre qu'en Ontario, presque deux fois moindre qu'en Ile-du-Prince-Edouard et quatre-vingt fois moindre que dans Terre-Neuve, la province la plus sous-développée du Canada.

Fait surprenant, Ottawa semble avoir trop d'argent, au point que le gouvernement central se mêle constamment d'offrir des sommes importantes dans les domaines où seul le Québec a autorité. Au lieu de remettre cet argent à l'Etat du Québec pour qu'il administre lui-même ses affaires, le gouvernement fédéral, se refusant à toute réforme sérieuse en matière de fiscalité, multiplie ses ingérences et durcit ses positions. Admettant parfois, bon gré mal gré, l'existence de deux nations au Canada, de deux réalités distinctes, le gouvernement central insiste sur le fait que la réalité économique est une (comme dit Gordon) pour détrousser les contribuables québécois au seul profit des intérêts **canadian.**

En 1964, au moment où le Québec et le Canada traversent leur plus grande crise politique depuis la Confédération, le gouvernement central de Sa Majesté fait montre de la même sottise qu'à l'époque où M. Trudeau était progressiste, il y a dix ans. "Cette coûteuse discrimination exercée contre nous", comme dit M. Trudeau, ne pourra plus durer longtemps et ce ne sont pas les rapports falsifiés du ministre Gordon qui pourront nous endormir.

Quand la C.S.N., comme elle l'a fait récemment, se décide à réclamer l'auto-détermination fiscale pour le Québec, c'est que le mouvement vers cette auto-détermination est devenu irréversible. ■

(2) 1957 ou 1967? (N.D.L.R.)

(3) La plupart des soulignés sont de *Révolution québécoise.*

7

Révolution! Cité Libre réclame des cafés-terrasses

par michel camirand

Alors que l'on matraque à Québec, que des grèves s'éternisent, que La Presse est en conflit, que les étudiants voient la gratuité scolaire reculer, que le chômage sévit, qu'il y a la misère en Gaspésie, que les cultivateurs crèvent de faim, alors que d'importantes élections américaines jouent le destin de la paix du monde, que les Noirs sont écrasés par la race blanche, alors que la guerre a lieu au Viet-nam, alors que l'Amérique latine est près de sauter, alors que les deux tiers de l'humanité goûte à la plus basse misère, Jean Pellerin déclare dans **Cité Libre:** "Pourquoi n'y aurait-il pas des cafés-terrasses à Montréal? Ce serait l'initiative la plus civilisée qu'on pourrait prendre."

Il est délicieusement question là-dessus de climat, de rêves caressés, de "ma promenade", de "rythme un tantinet parisien", de mondanités, de "nous nous parons (ma femme et moi) de nos plus beaux atours", et même, même de désespoir, de frustration, et, la crème de tout cela, de plume au chapeau de Montréal, bien sûr. L'automobile, la Place des Arts, les toilettes triomphent dans la plus somptueuse pompe.

Le plus remarquable et sans doute le plus important, c'est de noter le progrès qui s'opère. En effet "les Montréalais s'initient à un rythme fou à l'art de bien boire et de bien manger. Il faut marquer ces progrès d'une pierre blanche. Montréal évolue..." quoi en effet de plus important au XXe siècle que de savoir bien boire et bien manger? Ne pas pouvoir se nourrir, se vêtir, s'abriter est de loin beaucoup plus insignifiant que de s'initier à l'art de bien manger. Il faut savoir que ce sont des choses qui marquent la marche de la civilisation: mieux on mange, plus on exprime d'art à table, alors plus le monde est évolué. L'attribut des époques arriérées, ce devait être la lutte des classes et les luttes nationales pour la liberté et la justice. Car quoi! il est reconnu que la première chose dans laquelle l'arriéré Rabelais s'est lancé, c'est la libération économique, et les moines au Moyen-âge, ces rustres, au lieu de bien manger, sans doute se battaient-ils pour l'égalité des hommes!

Honte aux cultivateurs! Ce ne sont pas des gens qui se promènent à leur aise "parmi les auvents bigarrés, les potiches fleuries, les fontaines et les terrasses." Ils ne jouissent pas du plaisir de "montrer leurs toilettes". Au contraire, ils s'attardent durant tout ce temps qu'on passe à voir "de beaux brins de filles", à rechercher un équilibre économique qui leur permettrait de vivre décemment, de passer pour plus que chiens et bestiaux. Voyons, messieurs les cultivateurs, voyons!

"Hélas, à Montréal impossible de flâner. Il faut rentrer précipitamment chez soi, un peu comme des coupables. C'est frustrant." Frustrant en effet, surtout qu'on n'est pas des coupables, oh mais en rien! Frustrez, frustrez, il en restera toujours quelque chose, ne fussent que la justice sociale, la planification économique, le plein emploi, le règlement des grèves, la gratuité scolaire et enfin, la paix. ■

8

Le mythe de la vocation d'infirmière

par nicole fortin

L'histoire de Florence Nightingale a créé, en milieu anglo-saxon et par osmose au Québec, le mythe de l'infirmière-héroïne qui se donne gratuitement pour l'âme-soeur malade. Aujourd'hui, quand on connait les conditions dans lesquelles travaille l'infirmière, on trouve ridicule de la considérer comme une héroïne. En effet, sa profession est une des mieux rémunérées et ses conditions de travail sont passablement satisfaisantes. Cependant, le mythe, entretenu soigneusement par les autorités des hôpitaux, sert à un autre genre d'exploitation, celui de l'étudiante-infirmière. Faisant miroiter la carrière reluisante à laquelle elles préparent, les écoles d'infirmières attirent des milliers de jeunes filles. Convaincues de leur vocation de sacrifiées, celles-ci se laissent prendre à des conditions d'exploitation révoltantes, impensables dans notre société. A première vue, le tout semble avantageux: frais de scolarité, logement et repas gratuits — moyennant, évidemment, un certain travail d'apprentissage. A vrai dire, l'étudiante paie deux et trois fois la valeur de son cours. La situation est la suivante: l'étudiante travaille 40 heures par semaine, soit huit heures par jour. Parfois, elle travaille pendant 50 ou 60 heures, sans rénumération supplémentaire. Dans plusieurs hôpitaux, on la met en charge de département durant la veille de nuit. Dès la première année, on la rend responsable du traitement des patients à sa charge. Ce qui permet aux hôpitaux d'employer le moins possible d'infirmières graduées à plein salaire. Pour ce travail on donne à l'étudiante le salaire ridicule de $15. par mois.

Quand on s'arrête à penser que 80% du nursing de certains hôpitaux est formé uniquement d'étudiantes-infirmières, on constate, sans qu'il faille y songer longuement, que ces dernières sont victime d'une exploitation qui dépasse l'imagination. Ainsi donc, 80% du nursing est pratiquement non-rémunéré. Quand les étudiantes réclament moins d'heures de travail et plus d'heures d'étude, cela veut dire qu'elles demandent aux hôpitaux d'engager un plus grand nombre de graduées (qui ont maintenant un salaire de base de $75. par semaine). Inutile d'ajouter que les hôpitaux privés, mais financés en grande partie par le public, ne sont pas du tout intéressés à donner satisfaction aux revendications des étudiantes-infirmières.

Soigner les malades au Québec, c'est aussi une affaire de piastres... pour une clique de bonnes soeurs et de dames patronesses.

Sur le plan académique la situation n'est pas plus brillante: ayant travaillée durant au moins 40 heures sous une tension continuelle, il n'est pas question pour l'étudiante de se remttre dans ses livres scolaires. Il serait d'ailleurs intéressant de savoir combien d'heures de cours sont données dans une année. De plus, l'étudiante est pensionnaire, elle doit rendre compte de tous ses actes devant les autorités concernées, ses sorties sont contrôlées sévèrement. Après trois ans de ce régime, la majorité des aspirantes

sortent du milieu anémiées, surmenées et avec plus ou moins de connaissances de leur métier.

Une solution, le syndicalisme

Au dernier congrès des étudiantes-infirmières, on a traité de ces problèmes. Sans aborder le syndicalisme, on a fondé une association autonome chargée de faire des revendications auprès des autorités.

On peut considérer cela comme un progrès quand on songe que l'A.I.P.Q. (Association des Infirmières de la Province de Québec) à laquelle elles adhéraient auparavant, se gardait le monopole de la revendication. Cependant je doute fort de l'efficacité de ce genre d'association. Il n'existe qu'un moyen de mettre l'employé sur un même pied que le patron dans la négociation, et c'est de faire valoir le droit de grève. Il semble que les étudiantes ne soient pas prêtes à se rendre jusque là. Cependant, en adhérent à l'U.G.E.G. (Union Générale des Etudiants du Québec), association fondée cette année et qui entend être un véritable syndicat, les étudiantes-infirmières trouveront un appui et une force dans leurs revendications.

9

La peur du socialisme rend bête la Chambre de Commerce du Canada

par jan stafford

Méfiance envers l'autorité politique, méfiance vis-à-vis le monde ouvrier sont les constantes du 35e Congrès de la Chambre de commerce du Canada.

Les congressistes ont surtout discuté de la libre entreprise et des dangers immédiats de la planification économique à l'échelle nationale.

Pour eux nos mesures sociales trop étendues (sic) nuisent aux capitaux canadiens et sont la cause principale de la frustration de nos ambitions nationales dans le domaine des affaires.

L'attitude des congressistes et leur désir d'envoyer aux calendes grecques une politique de planification intelligente indique une grave ignorance des faits. Le mal essentiel réside dans un défaut d'information et de prévision.

Cette optique de courte-vue, liée à un monolithisme intellectuel grandissant, entraîne des prises de positions qui sont la résultante bigarrée d'idées toutes faites sans rapport avec la réalité.

Ainsi, la Chambre de commerce du Canada, enfonçée dans un déterminisme stérile, dépliant le spectre facile et attendrissant du communisme et la peur non-formulée des syndicats et des changements sociaux, creuse un écart profond entre producteurs et consommateurs.

Ayant une peur affreuse de la socialisation et un mépris constant des réformes, oubliant facilement que "la propriété et la libre entreprise sont des moyens, non pas des fins", les congressistes semblent ignorer que si la propriété privée des moyens de production ne permet pas des changements radicaux en ce qui concerne les mesures sociales, un jour, comme cela c'est fait ailleurs, la collectivité se chargera de les ramener à des réalités sociales plus tangibles.

Spécialisation, automation machinisme croissant, chômage: toutes des questions essentielles qui sont demeurées sans réponse. Les congressistes manquaient visiblement de connaissances en ce domaine; un adoucissement de la loi anti-trust leur semblait beaucoup plus important que des réajustements sociaux.

Enchaînés dans le marasme de l'ordre établi, ces hommes d'affaires perdent de vue les valeurs humaines: pour eux le marché du travail et les travailleurs eux-mêmes sont des marchandises interchangeables, soumises aux multiples palpitations de la bourse et des intérêts particuliers.

Pour les congressistes, qui sont à la tête des organismes de production, les désirs de changements sociaux sont inopportuns; il faut les reléguer aux oubliettes.

Encore une fois, la Chambre de commerce du Canada a manqué le train et perdu une excellente occasion d'analyser les problèmes majeurs de la société et de suggérer des solutions cohérentes (mais de toutes façons, le pouvait-elle?). Les congressistes auraient un vif intérêt à méditer cette phrase de M. Michel Chartrand: "Les sociétés comme les poissons pourrissent par la tête." ■

Le meilleur des mondes!

par charles gagnon

"En définitive, selon Maurice Blain, la société moderne ne dispose que de deux pouvoirs: ceux de l'argent et de l'esprit, que de deux instruments pour rétablir l'égalité réelle en démocratie: la planification et le contrôle de l'économie, d'une part, et le développement de l'enseignement, d'autre part." (1).

Affirmation lourde de conséquences si l'on s'arrête à considérer les rapports qui existent entre les deux pouvoirs. Maurice Blain s'en garde bien; ce qui lui permet d'affirmer avec le même sang-froid: "Il faut introduire dans l'enseignement un **véritable esprit démocratique**; insuffler une pensée, susciter une conscience, proposer des valeurs d'inspiration démocratique qui vont réconcilier les vocations de personne et de citoyen, qui vont inventer, dans l'accession même du citoyen à la société politique, un type nouveau de rapports." (2)

Révolutionnaires tranquilles

Que voilà de belles paroles, un programme hardi! Mais plutôt que de la lucidité, il révèle, chez son auteur, une pensée qui a les mêmes défauts que celle de Jean Lesage, qui parle si bien de l'**esprit de paix** et des beaux fruits qu'on peut en attendre. Ce programme est celui, à peu de différences près, de tous les révolutionnaires dans la tranquillité du Québec. Il revient à dire: enseignons des principes justes à l'école, modernisons les curriculum et nous récolterons une économie saine, plus de justice sociale, du travail pour tous, etc. J'ai beaucoup de respect pour les mots, mais à ce point: non!

Il ne s'agit pas ici de discuter de l'importance de renouveler notre enseignement: la chose est communément admise. Il se prend à l'heure actuelle en éducation des initiatives valables; il en reste de nombreuses et de plus radicales à prendre. Mais le problème que je veux aborder est celui de l'apparition au Québec de "rapports nouveaux." Y arriverons-nous par l'éducation ou par autre chose?

La question est primordiale, car il y a beaucoup d'opinions qui ont cours et qui s'affichent toutes avec l'étiquette révolutionnaire. Depuis la révolution du cabinet Lesage jusqu'à celle de l'A.L.Q., en passant par celles des S.S.J.B. et du R.I.N., il y a de quoi se perdre, de quoi échaffauder des rêves magnifiques, mais qui n'assureront jamais l'apparition de "rapports nouveaux" entre les membres de notre collectivité.

La question est encore plus importante, car de la réponse qu'on y apportera dépendront nos choix. Le Québec pourrait se donner un nouveau visage: une nouvelle constitution, un hymne national, un drapeau; il pourrait changer son nom de province en celui de république... Le Québec, en somme, pourrait modifier beaucoup de choses sans rien transformer du tout, si c'était les partisans de la "révolution tranquille" qui devaient continuer de gouverner. Car pas plus que l'**esprit de paix** ne produit la justice, la "révolution intérieure" ne peut produire de véritable révolution. Pour éviter cette forme avancée d'idéalisme, cet "irréalisme", certaines réalités doivent être considérées attentivement.

Respectueux des structures en place

Le problème peut se formuler comme suit: les schèmes de pensée proprement québécois (non pas exclusivement) expliquent-ils notre condition? Est-ce la pensée occidentale chrétienne qui, transplantée en contexte nord-américain, a façonné le Québécois tel qu'il est et l'a amené à se donner les institutions qu'il a? Ou bien est-ce la situation économique, sociale et politique dans laquelle l'histoire nous a placés qui expliquent le visage très particulier de la pensée occidentale chrétienne que nous retrouvons ici?

Etablissons clairement que dans ce texte la pensée occidentale chrétienne désigne, d'une part, l'ensemble des dogmes et préceptes proposés par les Eglises et plus précisément celles du Québec et, d'autre part, toutes les théories et doctrines issues du christianisme et qui, tout en recommandant des améliorations, supposent le respect inconditionné des structures en place. En même temps, les schèmes intérieurs sont ce corps de pensées plus ou moins structuré dont chacun se sert pour expliquer sa condition et justifier ses entreprises ou son refus d'entreprendre quoi que ce soit.

Il ne saurait donc être question de faire appel au christianisme primitif: il n'existe plus, ni de faire état de ce que nos schèmes intérieurs ne sont que la déformation de principes beaucoup plus valables. Je ne fais pas d'histoire.

Laissant de côté toute prétention à la rigueur scientifique, rappelons quelques banales observations qui sous un éclairage particulier, deviennent significatives. (Seuls peut-être des psychologues et

---

(1) Blain, Maurice, "L'Ecole laïque, école de démocratie", *Cité libre*, no 70, octobre 1964, 17.

(2) Ibid, 19.

des sociologues pourraient tracer le portrait intérieur du Québécois, de ses motivations, de ses réflexes; mais quand?)

Nés pour un petit pain

Nous sommes un peuple de résignés. La grande majorité des Québécois refusent en effet, **a priori**, d'envisager quelque changement d'importance que ce soit. Nous vivons dans un univers clos, dont on ne peut sortir que par une forme de rêve quelconque, rêve signifiant ici "chose impossible à réaliser." Presque tout le monde est ici "né pour un petit pain." L'expression elle-même a cours et nos gestes quotidiens démontrent que nous y croyons vraiment. C'est le refus de l'aventure, l'abandon au fatalisme.

"Je ne suis pas riche, je travaille dur, mes enfants n'ont pas tout ce que je voudrais leur donner, loin de là, mais je suis ouvrier... je suis commis... je suis cultivateur... Nous, on est né pour un petit pain.

— Oui, mais alors il faut...

— Il n'y a rien à faire: la politique c'est pourri; changez de gouvernement et trois ans plus tard, c'est comme avant, sinon pire. Et puis la vie, c'est comme ça."

Le journalier dira à son voisin que le millionnaire donne des pots-de-vin pour avoir des contrats, mais la semaine suivante il fera des courbettes pour obtenir de lui un emploi. On voit même, dans les petits centres, des ouvriers refuser de faire la grève pour obtenir une juste augmentation de salaires, de crainte de placer la compagnie dans une mauvaise situation financière, qui pourrait entraîner sa disparition. On est complètement asservi. Alors qu'il était question de grève à la Cie Price Brothers à Price (Matane), il y a deux ans, des employés déclaraient: "La Cie nous a fait vivre depuis toujours; on n'est pas pour lui faire de la misère."

Un amour qui prend des odeurs de vieilles chaussettes

Totalement résigné à son sort, le petit salarié québécois développe, avec le concours de la pensée chrétienne, des habitudes que la religion s'empresse de dénommer vertu. Tout en accentuant son asservissement aux capitalistes, il accumule des mérites pour le ciel. Chacun son gâteau! C'est ainsi que s'est établi chez nous le **besoin maladif de tout prévoir** dans la classe des cultivateurs et des salariés, en matière financière. Le jeune homme modèle est celui qui, dès 18 ans, songe à son mariage, c'est-à-dire "met de l'argent de côté", et se met lui-même, parfois avec l'aide de ses parents, à la recherche d'une bonne épouse, c'est-à-dire d'une jeune fille pas "gaspilleuse", qui sait faire la cuisine et rapiécer les vêtements.

L'amour prend des odeurs de cuisine et de vieilles chaussettes, mais peu importe: la survie, c'est plus important que l'amour et, de toute façon, "la beauté ça passe vite, alors que les qualités de bonne ménagère économe, c'est durable".

Il est vrai que certaines de ces vues sur le mariage disparaissent rapidement, surtout dans les villes. C'est que le capitalisme a mis sur pied une institution qui permet d'"avoir" bien des choses sans avoir eu à économiser avant de les acheter: ça s'appelle les compagnies de finances. Mais il semble que la douce euphorie qui a, dans le public des salariés, accompagné leur développement soit sur le point de prendre fin, le nombre de ceux qui sont pris à la gorge étant tel que la C.S.N. et les Caisses populaires ont entrepris de ramener les Québécois aux concepts qui firent leur bonheur de résignés autrefois: le sens de l'épargne, la prévoyance.

Qu'on soit prévoyant ou qu'on vende son âme à la finance, le problème demeure au fond inchangé. Le gagne-petit du Québec est occupé, ou bien à économiser pour une TV ou une auto, ou bien à payer celles qu'il vient de se procurer. Le centre de son existence est là: arriver à sauver quelques cents, après avoir payé logement, vêtement et repas, pour s'offrir ces belles choses que la publicité lui montre quotidiennement dans les journaux et à la... TV non payée.

C'est ainsi que l'argent devient une réalité fort importante, sinon la seule réalité importante. Si un des fils parvient aux études supérieures, les parents se montreront soucieux de ce qu'il choisisse une profession "où ça paye bien et même très bien". Les rêves qu'on ne fait plus soi-même, on les confie à ses fils. Et le Québec a de quoi faire rêver! Nous vivons dans la richesse. Les rues sont remplies de grosses bagnoles, les vitrines, de fourrures et de bijoux. Mais tout ça, c'est pour **ceux qui ont réussi.**

L'exploiteur exploité

Car il n'y a pas que des pauvres au Québec. Un homme **a réussi** quand il **s'est enrichi:** c'est un homme à la fois respecté, craint et contre lequel on déblatère copieusement en privé. Dans les petits centres, et parfois dans les grands aussi, il reçoit le clergé local, il donne de beaux prix pour les parties de cartes et son épouse s'occupe des bonnes oeuvres. Il est fréquemment maire de sa ville ou de son village et, s'il ne fait pas ouvertement de politique, il est toujours très près des hommes au pouvoir et souvent aussi de ceux de l'opposition, car "ça peut changer".

Lui-même un jouet entre les mains du grand capital américain, l'homme d'affaires québécois devient souvent un ex-

ploiteur pour ses propres concitoyens. On le sait, mais "les affaires, c'est sale et si on en avait la chance on en ferait autant."

D'où vient le matérialisme?

Sans pousser plus loin l'observation, on voit que fondamentalement les préoccupations du "résigné" comme du "parvenu" restent les mêmes: s'assurer un petit bonheur à soi fondé sur un appareil de TV, une automobile, une fin de semaine dans le Nord ou à Montréal, selon le lieu de résidence habituel.

Fondamentalement, les critères selon lesquels un homme est jugé sont les mêmes: la possession personnelle de biens reconnus à tel moment comme fondant le prestige. Il s'agit toujours de s'ajouter de l'être par de l'avoir.

En somme, alors qu'"in the Town", il faut une Rolls-Royce, à Rosemont, une Buick, à St-Henri il suffira d'une Meteor '60 pour ne pas se sentir trop nu.

On dira que la pensée occidentale chrétienne a peu à voir avec les Rolls-Royces et les Meteors. Effectivement, la pensée chrétienne ne conditionne en rien nos désirs, nos projets, nos schèmes intérieurs; elle est là pour faire que ces désirs restent des désirs, c'est-à-dire pour maintenir l'ordre établi. Nous y reviendrons d'ailleurs.

L'école du dépassement

Venons-en pour l'instant aux caractéristiques de notre système d'enseignement, afin de voir comment nous nous sommes donné et continuons de nous donner une éducation qui est en quelque sorte une codification des comportements jugés possibles et souhaitables dans les structures actuelles. Rien là d'étonnant: les découvertes en matière d'évolution montrent que l'homme s'est développé physiquement et intellectuellement de façon à s'adapter aux conditions que lui faisaient la nature et les hommes qui organisaient la nature selon différents modes de production.

C'est ainsi que l'école au Québec ne fait que reprendre au plan intellectuel (les autres composantes de l'individu sont quasiment laissées pour compte), et en leur donnant le prestige des diplômes, les schèmes que j'ai notés jusqu'à maintenant. Toute la motivation à l'école se ramène, comme dans la vie quotidienne, au succès individuel. Le bon élève est celui qui "réussit bien ses classes", le meilleur étant le premier de classe; si en plus il est "bon dans les sports" et s'il est aussi président de la Jeunesse étudiante catholique, c'est encore mieux. A cette motivation immédiate, s'ajoute cette autre, d'avenir: le rêve d'être de l'élite qui préside aux destinées de la nation. La vie se présente alors comme une victoire à remporter sur les autres; le "dépassement de soi", c'est le nom de baptême du dépassement des autres.

A chacun son rang

Le premier de classe devient vite le "millionnaire de la classe", admiré et envié comme son grand frère, le millionnaire du quartier. Nous apprenons très jeune à avoir un rang dans la société. C'est un schème que nous n'oublions pas: il y a les bons, les moins bons, et les pas bons du tout; il y a les riches, les moins riches et les pas riches du tout. C'est du pareil au même. Il est bon que l'école apprenne aux jeunes que les inégalités, ça existe. Ils accepteront plus facilement de passer dans la classe des résignés.

Parallèlement à cette survalorisation du premier de classe, concevable uniquement dans un contexte de travail individuel (la science, ça se découvre tout seul), il existe chez nous une hiérarchie des matières scolaires fondée sur leur degré d'abstraction: plus une matière est abstraite, plus elle s'éloigne des réalités palpables, plus elle est grande et importante. Au sommet, on retrouve donc la métaphysique et la théologie. On devrait un jour en arriver à une étude systématique du néant. Chez un peuple de dépossédés, ce serait tout à fait normal; de toute façon, nous avons déjà l'équivalent sans le nom!

Il n'est sans doute pas nécessaire de prolonger encore le catalogue des petitesses de notre éducation. Elles sont bien connues. Ce qui l'est moins, ce sont les apparents paradoxes qu'elles cachent et qui, eux, s'expliquent par nos structures économiques.

La fiction heureuse

Pour résumer, on trouve donc au Québec les résignés, ceux qui ont appris à subir stoïquement leur sort. Leurs plaisirs sont toujours incomplets. Pour eux, l'inégalité dans le partage des biens est définitivement admise. Ils comptent bien se reprendre au ciel. Et puis, en attendant, ils peuvent se consoler puisque "il y a toujours plus misérable que soi." Si jamais, ils changent leur fusil d'épaule, ils ne le devront qu'à eux-mêmes car toutes les autres catégories de Québécois sont liguées contre eux: le clergé leur apprend à attendre la vie éternelle; les gérants du capital leur font comprendre que dans le monde des affaires, si le nombre des appelés est hypothétiquement très grand, celui des élus est fort limité.

Au-dessus des résignés, il y a précisément les gérants du capital et la petite bourgeoisie. Ils profitent suffisamment des richesses du pays pour oublier qu'ils sont eux-mêmes exploités — toutefois, comme "l'appétit vient en mangeant", il est

visible qu'ils aimeraient maintenant avoir un plus gros gâteau. Ils ont eux aussi bonne conscience: d'abord ils sont de l'élite, leur mission est grande et noble: il leur revient d'administrer les biens et les destinées de la nation; cela se paie. D'autre part, ils font la charité avec largesse, c'est-à-dire qu'ils versent une petite partie des profits que leur rapporte l'exploitation de leurs concitoyens; ce qui leur évite d'avoir à payer de grosses sommes d'impôt tout en implantant plus solidement leur prestige dans la population. Ils savent se rendre indispensables, comme les cies de finance, pour mieux exploiter ensuite.

Clercs et artistes

Il y a enfin cette troisième catégorie dont je n'ai pas encore parlé. Elle se situe tout au sommet dans la hiérarchie des aliénés du régime capitaliste. Ce sont les êtres supérieurs de notre société: on les retrouve chez les clercs, chez les artistes et ailleurs encore. Ils ont définitivement opté pour les valeurs impérissables: la mystique ou le rêve.

Plus la société capitaliste amènera de brillants sujets à opter pour ces valeurs, plus elle a de chance de durer, car il est bien vrai que notre société est menée par une poignée d'individus, même si ce n'est pas toujours ceux qu'on pense. C'est donc un stimulant efficace que de faire miroiter semblable éventualité aux yeux des "jeunes gens prometteurs". Cependant, le contrôle véritable de la société est aux mains d'un très petit nombre et ce petit nombre est composé de ceux qui détiennent le capital ou du moins qui le gèrent en pays de colonie. Il faut donc éviter qu'un trop grand nombre aspire à contrôler véritablement quoi que ce soit, car alors ce serait la pagaille, la lutte ouverte pour la possession et le pouvoir. On évite ce fléau en orientant les énergies vers les choses de l'esprit. Il y a là une habile stratégie d'auto-défense: il ne convient pas de se donner des aspirations qui semblent irréalisables. On trouvera donc moyen de les réaliser tout en ne les réalisant pas.

Malades de "littérature"

Nous sommes des "littéraires". Le tiers du temps des étudiants d'élite, ceux des collèges classiques, se passe dans la littérature, la grecque, la latine, l'anglaise, la canadienne-française et au sommet la française. C'est, dit-on, que la littérature est l'art qui fait le mieux connaître l'humain. Je ne le nierai point, bien qu'en 1964 il y ait aussi la sociologie, la psychologie, la biologie qui peut-être pourraient servir à faire connaître le visage actuel de l'homme.

Mais la littérature a un grand avantage sur toutes les autres disciplines: elle est à la fois réalité et fiction. Quel bonheur pour l'aliéné de pouvoir "fictioniser" la réalité.

D'une part, ses malheurs prennent une allure féerique dans les romans et les poèmes: une peine d'amour (ou une absence d'amour) vue à travers Lamartine, est à la fois plus grande et moins triste: elle se détache de soi, elle est celle d'un autre, c'est une belle peine, une "peine de rêve". D'autre part, tous les succès impossibles dans la vie, les conquêtes, l'argent, le pouvoir, toutes ces choses qui donnent la soif, mais qui sont inaccessibles, deviennent réalité dans la fiction. On quitte la Basse-Ville avec Denis Boucher, on s'enrichit avec Séraphin Poudrier, etc. Quelle merveille, la littérature: c'est vrai quand on veut et ce n'est pas vrai du tout. C'est la vie rêvée!

A ce point de vue, la littérature est remplacée par la chansonnette pour la majorité; ce que Michel Louvain et Pierre Lalonde font vibrer de coeurs; ils offrent tout à la fois: le grand amour, les sublimes déceptions et ils incarnent le succès! Il n'y a pas l'ombre d'un doute que la littérature et ses "formes mineures" vont continuer de fleurir dans la société bourgeoise. Le capitalisme en a besoin. Il est constant dans l'histoire qu'une baisse du sentiment religieux s'accompagne d'une poussée vers la "littérature". Il faut combler le vide laissé par la perte de certaines illusions par d'autres illusions. Les "littéraires" comme les mystiques ont en commun un certain besoin pressant: celui d'un absolu.

Il n'est pas bon en effet que tous les hommes sachent que la vie ne dure qu'un temps, que la terre renferme beaucoup de richesses, que la machine peut faire des merveilles, parce qu'à ce moment-là tous les hommes réclameraient dans l'immédiat leur part de richesses et de biens. Il est préférable que le bonheur soit une réalité future, de l'au-delà; il est préférable que le plus d'hommes possible trouvent leur bonheur dans les choses de l'esprit. Pendant ce temps, le petit nombre "fait bombance".

Le confort par l'évasion

C'est ainsi que petit à petit s'est constituée la "philosophie occidentale" dont nous nous nourrissons en y ajoutant des condiments de notre propre fabrication. De cette philosophie, nous tenons notre foi en l'objectivité de la raison et en la connaissance désincarnée du monde, qui permet le confort de l'esprit par la possession de la vérité. Nous tenons de cette philosophie notre même croyance en la liberté transcendante de l'individu, sorte de demi-dieu dont le devoir est de se conformer à sa raison qui lui fait connaître le réel, c'est-à-dire l'univers dans ses données essentielles et aussi sa fin, fondement de la morale. Nous nous retrouvons avec **un homme** qui ne vit plus dans le monde ni avec le monde, mais qui le domine; d'ailleurs ce monde est soumis à un déterminisme in-

térieur sans intérêt parce qu'inférieur.

Notre individualisme obtient ainsi ses lettres de noblesse. Il n'est plus ce sentiment égoïste qui nous fait rêver de dépasser les autres; il est un des caractères fondamentaux de notre nature. Notre aventure humaine se fait dans l'isolement hautain qui découle de notre supériorité à l'égard du monde vil. Des sphères éthérées que nous permet d'atteindre une telle philosophie nous n'avons aucunement le goût de nous tirer. Car il faudrait réapprendre à vivre dans le relatif, l'historique, le quotidien. Nous avons bien appris que la vraie vie n'était pas là.

Cas-type d'aliénation

Je ne puis m'empêcher de citer un long extrait d'un texte savoureux. Il n'est pas de 1900; c'est Germaine Bernier qui l'a signé le 19 octobre dernier. Après avoir cité un texte publicitaire de compagnie de finance, dont ceci: "Aujourd'hui le dollar ne vaut plus que quarante-huit sous par rapport à sa valeur d'avant-guerre(...). "Cependant notre pays jouit d'un fort essor économique: l'indice de la production industrielle reflète bien la croissance de l'économie canadienne (...)", l'auteur n'est pas du tout intéressé à pousser plus avant dans la question. Ses préoccupations sont beaucoup plus élevées: "Pourquoi s'attendrir devant cette érosion du porte-monnaie quand on y peut rien? Mais pourquoi aussi ne pas comparer la durée des valeurs culturelles à cette perte de poids du dollar pour se réconforter devant ce qui dure en oubliant ce qui fuit? Les valeurs culturelles acquises, placées au compte de l'intelligence et de l'esprit se développent et s'accumulent au contraire avec le temps et portent même des intérêts composés, que la loi de l'impôt ne nous oblige pas à déclarer, comme, par exemple, d'heureux souvenirs d'étude, de lecture, de musique, de travail au studio, etc., etc., qui finissent parfois, par être les meilleurs souvenirs parmi bien d'autres." (3)

Voilà les paroles de l'aliéné-type. D'abord Germaine Bernier devrait penser qu'elle s'adresse à une infime portion de la population, celle qui justement a accès dans le moment aux valeurs culturelles; elle devrait savoir que les valeurs culturelles, telles qu'elle les entend, n'apparaissent que dans les sociétés évoluées, qu'elles demeurent toujours l'apanage des classes aisées même dans ces sociétés. Ces choses, sans doute, elle les sait; mais, victime relativement choyée du système, elle a le devoir de répandre la bonne nouvelle. Elle n'est pas la première à se découvrir une telle mission.

Il faudra bien un jour qu'elle admette que les impératifs économiques ont plus de force que ses appels à la vie de l'esprit. Il faudra bien qu'un jour, au Québec, on se rende compte que les rapports humains ne se fondent pas sur des vues de l'esprit, mais sur des réalités économiques. Ce sont celles-ci qui conditionnent l'orientation des esprits dans le sens qui assure le mieux leur permanence.

Germaine Bernier, et tous ses semblables, n'a qu'à s'observer pour se rendre compte qu'elle se fait le défenseur de l'ordre établi, c'est-à-dire de l'impossibilité d'un partage équitable des biens matériels comme des biens culturels (ils sont aussi matériels de quelque façon, ne l'oublions pas!). Tout en admettant qu'elle-même ne dédaigne pas l'argent, au contraire; tout en sachant que la majorité des Québécois en ont probablement moins qu'elle, Mlle Bernier n'en a pas moins l'audace de recommander aux gens de continuer à vivre sous la domination du capital et de s'intéresser davantage aux "valeurs d'en haut". Quand l'aliénation est si profonde et si générale (Mlle Bernier est un exemple), peut-on vraiment espérer établir des "rapports nouveaux" en tablant sur l'éducation? L'éducation en régime capitaliste ne peut pas donner autre chose à la masse qu'une structure intérieure qui permette à l'ordre établi de durer. Je n'en veux pour preuve que l'échec de la doctrine chrétienne dans ce qu'elle a, dit-on, de fondamental: l'amour des autres. Les structures économiques et politiques permettant la réalisation de cet idéal ne sont tout simplement pas en place. J'ignore si elles le seront jamais. Je vis dans l'espace et dans le temps.

Conclusion

Si la vie consiste pour les hommes à prendre possession du monde en s'y intégrant, avouons que nous vivons dans "l'idéel" surtout: nos possessions sont presque uniquement d'ordre conceptuel et nos concepts sont souvent très en retard sur ceux que fait naître l'état actuel des sciences.

Comme le marxisme n'est pas un dogme, mais une méthode d'approche de la réalité, le socialisme ne représente sans doute pas le sommet des structures politiques. C'est cependant la prochaine étape à franchir pour parvenir (dans le futur) à une organisation humaine de la société.

Personne ne contestera qu'il soit plus logique de franchir les étapes une à une que de proposer continuellement des objectifs qui ne peuvent être atteints qu'après un renversement global des structures existantes. Nous n'y pouvons rien. Les concepts naissent de la réalité; les concepts ne créent pas la réalité. Nous aurons une idée assez juste des "rapports nouveaux" qui peuvent s'établir entre les hommes quand ces rapports existeront. "Tout le reste est littérature."

(3) "Du Dollar qui se dévalorise aux valeurs culturelles qui nous valorisent", *Le Devoir*, 19 octobre 1964, 9.

Malcom X parle...

interview

Birmingham, Alabama, Harlem... ces noms évoquent la violence qui règne aux Etats-Unis depuis plusieurs mois. Plus de 20 millions de Noirs américains sont engagés dans une lutte pour la liberté et la justice sociale. Si le soutien et la sympathie d'une partie de la bourgeoisie libérale leur sont acquis, il n'en est pas de même des ouvriers blancs, dont un grand nombre sont acculés au chômage et qui trouvent dans leur insécurité des motifs d'être rascistes et de refuser aux Noirs opprimés une solidarité qui devrait être tout aussi naturelle qu'effective. Cela fait que les Noirs sont pratiquement abandonnés seuls à leur sort et obligés de ne compter que sur eux-mêmes dans leur lutte de décolonisation.

Le paradoxe de l'hostilité des ouvriers blancs à l'égard de leurs frères de classe souligne fortement les contradictions du régime capitaliste nord-américain. Plus ce régime se modernise par l'automation, plus sont nombreux les ouvriers blancs qui perdent leur emploi et qui voient dans les ouvriers noirs des rivaux possibles. Cette lutte pour la vie est aggravée par le racisme soigneusement entretenu par le système qui cherche par là à éviter que soient directement mises en cause les structures de la société américaine.

Depuis que le problème noir aux Etats-Unis est envisagé en termes de lutte de classes et que les leaders noirs découvrent la signification profonde et les véritables perspectives du puissant mouvement d'émancipation des Noirs, les dirigeants du mouvement de libération sont évidemment amenés à penser d'une façon beaucoup plus concrète et réaliste la stratégie à suivre dans la lutte.

N'en déplaise à M. Gérard Pelletier, le R.A.M. (Mouvement d'Action révolutionnaire) n'est pas formé d'utopistes et Malcom X, dirigeant de "The Muslin Mosque Inc.", ne souffre pas d'une indigence de pensée politique (1). Ces mouvements récents qui ont rejeté la révolution morale de Luther King pour la révolution effective ne sont pas formés de rêveurs; c'est plutôt l'inverse qui est vrai.

Les utopistes, ce sont ceux qui comptent sur "une force morale" pour réaliser l'égalité sociale. Refusant la réalité de la lutte des classes, ils font abstraction des situations concrètes, des conditions véritables d'existence, pour s'en tenir à la prière, aux bonnes intentions, et parfois à quelques manifestations "pacifiques". Ils ne font par là qu'approfondir le désespoir des masses. Pendant que ces dernières souffrent physiquement, les bourgeois comme Pelletier souffrent "dans leur âme" et lancent des appels au "dialogue"...

Malcolm X n'appartient pas à l'école des mystiques, même s'il est Musulman. Son action politique découle directement d'une expérience vécue. Jeune et dynamique, il vient de créer un mouvement politique qui, selon les observateurs, semble avoir toutes les chances de drainer dans ses rangs les éléments les plus actifs de la jeunesse noire américaine.

(1) *Cité libre*, octobre 1964.

Malcolm X doit venir à Montréal, dans quelques semaines. C'est pourquoi REVOLUTION QUEBECOISE a décidé de publié l'interview qu'il a déjà accordée à la revue américaine MONTHLY REVIEW (dont parle Pelletier dans le numéro d'octobre de CITE LIBRE). La traduction française est celle de la revue REVOLUTION, nos 11-12. Nous considérons cette interview comme une pièce importante à mettre au dossier de la lutte des Noirs américains. Peut-être certaines affirmations peuvent-elles prêter à des interprétations fallacieuses comme celle qu'a donnée Pelletier du radicalisme noir dans CITE LIBRE. Mais seuls des idéalistes peuvent être assez plongés dans l'absolu des idées toutes faites et des dogmes polis comme des pierres pour refuser qu'une pensée nourrie du feu de l'action, d'un contact avec le peuple, avec son travail et ses problèmes réels, ne soit pas tout à fait en harmonie avec la philosophie non-violente de professionnels ou d'idéologues libéraux qui sont plutôt des aristocrates de l'action politique que des militants plongés en pleine réalité! (2)

REVOLUTION: On vous a souvent accusé d'être aussi raciste qu'Hitler ou que le Klu Klux Klan, d'être antisémite, de prêcher la violence... Qu'en pensez-vous?

MALCOLM X: Non, nous ne sommes pas racistes du tout. Notre solidarité est fondée sur le fait que nous sommes tous noirs, bruns, rouges ou jaunes. On ne peut appeler cela du racisme. Vous n'avez qu'à penser au Marché Commun Européen: il est formé d'européens, donc de gens à la peau blanche — et pourtant on le considère pas comme une ligue raciste — c'est un groupe économique, qui n'a rien à voir avec Hitler, ni avec le K.K.K. En fait, le K.K.K. aux Etats-Unis, avait pour but de perpétuer l'injustice dont les Noirs étaient victimes, tandis que les "Muslims" ont pour tâche d'éliminer cette même injustice.

Nous sommes contre l'expoitation; et, dans ce pays où nous vivons, les Juifs ont été les marchands et les hommes d'affaires de la "communauté noire" depuis si longtemps qu'il est normal qu'ils se sentent coupables lorsque l'on dit que les exploiteurs des Noirs sont des Juifs. Cela ne veut pas dire que nous sommes antisémites. Nous sommes simplement contre l'exploitation.

Pour ce qui est de la violence, nous ne l'avons jamais employée. Nous ne nous en sommes jamais servi contre qui que ce soit, mais nous croyons que si l'on emploie la violence contre nous, nous devons nous défendre. Nous ne croyons pas qu'il faille tendre l'autre joue.

REVOLUTION: Pour quelles raisons avez-vous rompu avec la Nation of Islam?

MALCOLM X: J'ai dû faire face à une certaine opposition au sein de la Nation of Islam. On m'y a créé de grandes difficultés, pas l'Honorable Elijah Mohamed, mais d'autres éléments de son entourage. Comme j'étais convaincu que son analyse est la meilleure qui soit, et que la solution qu'il propose est la bonne, il m'a semblé que, pour vaincre ces difficultés, et pour réaliser son propre programme, je devais agir en dehors de la Nation of Islam et former un groupe Muslim d'action qui se donne **comme but la supression des injustices** dénoncées par les enseignements de l'Honorable Elijah Mohammed.

REVOLUTION: Comment s'appelle l'organisation que vous avez fondée?

MALCOLM X: Son nom est **THE MUSLIM MOSQUE INC.**

REVOLUTION: Dans quelle mesure l'orientation de la Muslim Mosque Inc. sera-t-elle plus politique que religieuse?

(2) La tournée de Malcom X au Québec est patronnée par LA LIGUE OUVRIERE SOCIALISTE, PARTI PRIS et REVOLUTION QUEBECOISE.

MALCOLM X: La base religieuse de la Muslim Inc. sera l'Islam, et son rôle sera d'élever le niveau moral de la communauté noire en éliminant les vices et tout ce qui corrompt notre communauté. Mais la philosophie politique de la Muslim Mosque sera le nationalisme noir, sa philosophie économique sera le nationalisme noir, et sa philosophie sociale sera le nationalisme noir. En matière de philosophie politique, nous sommes partisans de la solution préconisée par l'Honorable Elijah Mohammed, soit la séparation complète des blancs et des noirs. Les 22 millions de Noirs doivent être totalement séparés des Blancs américains et on doit, dans un programme à long terme, envisager leur retour dans leur patrie africaine. **Notre programme immédiat, c'est que nous voulons manger là où nous vivons actuellement, nous voulons avoir un endroit pour dormir, nous voulons avoir des vêtements pour nous habiller, nous voulons avoir de meilleurs emplois, nous voulons avoir une meilleure éducation.** Même si notre programme à long terme est de revenir dans notre patrie africaine, notre programme immédiat doit comporter tout ce qui nous permettra de vivre mieux tant que nous sommes encore aux Etats-Unis. Nous devons contrôler totalement la vie politique de la "communauté noire"; nous devons contrôler totalement tous les politiciens noirs afin qu'aucun étranger à la "communauté noire" ne puisse y faire entendre sa voix. Nous devons donc nous occuper nous-même de nos affaires.

REVOLUTION: Quel genre de public espérez-vous toucher en organisant ce mouvement politique?

MALCOLM X: Tout le monde . . . n'importe qui. Mais nous mettrons l'accent sur la jeunesse. Nous avons déjà fait appel aux étudiants dans les Collèges et les Universités dans tout le pays, pour qu'ils étudient eux-mêmes le problème racial et qu'ils nous apportent leurs suggestions, leurs analyses personnelles, ce qui nous permettra d'élaborer ensemble un programme qui reflète leur pensée. **Nous mettons l'accent sur la jeunesse, parce que la jeunesse n'a pas d'intérêt acquis dans ce système pourri et qu'elle peut voir les choses avec plus d'objectivité, tandis que les adultes en sont incapables parce qu'ils sont déjà gangrenés par le système.**

REVOLUTION: L'organisation sera-t-elle nationale?

MALCOLM X: Nationale: des groupes d'étudiants de tous les collèges du pays m'on écrit pour m'exprimer le désir de participer à ce vaste front uni.

REVOLUTION: Quelles alliances pensez-vous conclure? Acceptez-vous les Blancs dans votre mouvement?

MALCOLM X: Non, les Blancs ne peuvent pas s'unir à nous. Chaque fois que les Blancs ont participé à une organisation noire, cela s'est terminé par un fiasco. Les Blancs finissent toujours par contrôler les organisations noires auxquelles ils participent. Si les Blancs veulent nous aider financièrement, nous accepterons leur aide, mais nous les laisserons jamais participer à notre organisation.

REVOLUTION: Alors, il faut une direction entièrement noire?

MALCOLM X: Exactement, une direction noire.

REVOLUTION: Pensez-vous collaborer avec les organisations pour les droits civiques?

MALCOLM X: Nous collaborerons avec ces organisations dans les domaines et pour les objectifs qui n'entrent pas en contradiction avec nos idées politiques, économiques qui se résument en deux mots: nationalisme noir.

REVOLUTION: Avez-vous l'intention de collaborer avec d'autres groupes comme des organisations syndicales, des groupes socialistes ou d'autres groupes de tendance radicale?

MALCOLM X: Nous collaborerons avec tous ceux qui veulent réellement faire cesser les injustices dont les Noirs sont victimes dans le pays de l'Oncle Sam.

REVOLUTION: A votre avis, quelles sont les perspectives du mouvement pour des droits civiques?

MALCOLM X: Il a donné tout ce qu'il pouvait donner. Il est au bout du rouleau.

REVOLUTION: Certains dirigeants de sections locales des droits civiques ont dit que votre appui serait pour eux une aide précieuse, et d'autres dirigeants sur le plan national, ont affirmé qu'ils n'accepteraient aucune collaboration. Quel est votre avis sur ce point?

MALCOLM X: Les dirigeants locaux se trouvent d'ordinaire plongés en pleine réalité. Ils voient les choses beaucoup plus clairement, et ils comprennent que la collaboration des groupes est nécessaire pour résoudre le problème; d'autre part, la plupart des dirigeants locaux jouissent d'une assez grande indépendance et ils sont en contact étroit avec le peuple. **Au contraire, les dirigeants nationaux sont coupés de la réalité, ce sont généralement des permanents, des dirigeants professionnels. Les dirigeants locaux, eux, doivent travailler, et, ainsi, ils connaissent bien les problèmes réels.** Les dirigeants nationaux, eux, je le répète, sont des dirigeants à plein temps et les gens qui leur versent leurs salaires ont naturellement leur mot à dire dans l'affaire, **et ils ne faut pas oublier que les gens qui paient les dirigeants noirs professionnels sont justement les libéraux blancs:** et les libéraux blancs n'ont pas la moindre sympathie pour tout ce qui rappelle un certain X.

REVOLUTION : Quelle attitude adoptez-vous vis-à-vis des groupes chrétiens et ghandistes?

MALCOLM X: Chrétiens. Ghandistes? Toutes ces histoires de non-violence et de tendre l'autre joue, ce n'est pas pour nous. Je ne vois vraiment pas comment une révolution . . . **Je n'ai jamais entendu parler d'une révolution non-violente, ou d'une révolution qui ait réussi en tendant l'autre joue;** c'est pour cela que je crois que c'est un crime que de conseiller à quelqu'un qu'on est en train de brutaliser, de supporter la violence qu'on lui fait sans rien faire pour se défendre. Si c'est ça que prêchent la doctrine chrétienne et ghandiste, c'est criminel, ce sont des doctrines criminelles.

REVOLUTION: Quels sont les différents points que comporte votre programme de séparation?

MALCOLM X: Il serait plus juste de dire indépendance que séparation. Ce mot de séparation ne veut plus dire grand chose. Les treize colonies se sont séparées de l'Angleterre, mais elles ont fait la Déclaration d'Indépendance; elles n'ont pas appelé ça la Déclaration de Séparation, elles l'ont appelé la Déclaration d'Indépendance. **Quand vous êtes indépendant de quelqu'un vous pouvez vous en séparer.** Si vous ne pouvez pas vous séparer, cela signifie que vous n'êtes pas indépendant. Alors qu'elle était au juste votre question?

REVOLUTION: Quel est votre programme pour obtenir l'indépendance?

MALCOLM X: Quand l'homme noir de ce pays se réveillera, il deviendra adulte intellectuellement et quand il sera capable de penser par lui-même, vous verrez qu'il ne pourra devenir indépendant et être traité comme un être humain par les autres êtres humains que s'il possède les mêmes choses qu'eux et que s'il fait les mêmes choses qu'eux. C'est pourquoi la première chose à faire, c'est de le réveiller. C'est sur ce point que la religion islamique l'aide à se débarrasser de tous les vices et tous les défauts qu'il doit à cette société immorale, et, d'un autre côté, la philosophie politique, économique et sociale du nationalisme noir lui donnera la dignité raciale et lui enseignera qu'il ne doit compter que sur lui-même.

REVOLUTION: Pensez-vous employer l'action de masse?

MALCOLM X: Certainement.

REVOLUTION: Quel type d'action?

MALCOLM X: Il vaut mieux ne pas parler de ça pour l'instant, mais il est certain que nous pensons lancer les masses dans l'action.

REVOLUTION: Et au sujet des élections? Est-ce que la Muslim

Mosque Inc. présentera ses propres candidats, ou est-ce que vous voterez pour d'autres candidats?

MALCOLM X: Etant donné que les structures politiques actuelles n'ont servi qu'à perpétuer l'exploitation des Noirs, nous nous efforçons de rassembler tous les étudiants les plus remarquables; pas les politiciens adultes qui ont intérêt à prolonger ce système pourri, mais les étudiants en sciences politiques. Ce que nous voulons c'est contacter et réunir tous ces étudiants, utiliser leurs suggestions, leurs analyses et à partir de leurs idées, **élaborer une tactique qui nous permettra de trouver le point faible des politiciens et des structures politiques actuelles, pour tout changer.**

REVOLUTION: Si la Muslim Mosque Inc. participe à une manifestation patronnée par une organisation non-violente, et si les Blancs répondent par la violence, comment réagira votre organisation?

MALCOLM X: Nous sommes non-violents en face des non-violents — et je suis non-violent tant que personne d'autre n'est violent **mais, si on se met à employer la violence contre moi, ma non-violence n'a plus aucun sens.**

REVOLUTION: De nombreux dirigeants des autres organisations ont déclaré qu'ils accepteraient volontiers votre appui, à la condition que vous acceptiez leur philosophie. Accepteriez-vous de collaborer dans ces conditions?

MALCOLM X: Nous ne voyons aucun inconvénient à collaborer avec tous les groupes, mais en aucun cas, nous ne pouvons renoncer à notre droit d'auto-défense. Nous ne nous laisserons jamais entraîner dans une action qui nous interdise de nous défendre en cas d'attaque.

REVOLUTION: Quelle aurait été la réaction de la Muslim Mosque Inc.? quelle aurait été votre réaction, dans une situation analogue à celle de Birmingham, de Danville ou de Cambridge?

MALCOLM X: A Birmingham, par exemple, étant donné que le gouvernement avait prouvé son incapacité, ou sa mauvaise volonté, à prendre les choses en main, et à traîner les coupables devant les tribunaux, c'est alors au Noir qui était la victime de l'injustice de se charger de la réparer, et ce faisant, il n'aurait fait qu'observer l'article 2 de la Constitution qui dit la chose suivante au sujet du droit de porter des armes: "Une milice responsable étant nécessaire à la sécurité d'un Etat libre, le droit du peuple à posséder et à porter les armes ne doit pas être restreint". Les Noirs n'ont pas encore compris qu'ils ne font qu'observer leurs droits constitutionnels en possédant un fusil, ou une carabine; et lorsque les Blancs imbus de leur supériorité se rendront compte qu'ils ont affaire à des Noirs qui sont prêts à donner leur vie, et bien, ces Blancs modifieront leur stratégie et leur attitude habituelle.

REVOLUTION: Vous avez dit que cette année sera l'année la plus violente dans l'histoire des relations raciales aux Etats-Unis. Expliquez-vous.

MALCOLM X: Oui. Les Noirs en ont assez de la non-violence. Les Noirs commencent à comprendre que lorsqu'ils manifestent pour des objectifs que le gouvernement lui-même a déclaré légitimes, alors ils ont la loi pour eux. Tous ceux qui se dresseront alors contre eux seront dans une position illégale. A ce moment-là il y aura donc un élément "illégal" qui s'efforcera d'empêcher les Noirs de faire valoir leurs droits; quand les Noirs verront ce qu'il en est, ils commenceront à riposter. En 1964, les Noirs vont riposter, car, pour eux, la non-violence a fait son temps.

REVOLUTION: Vous employez souvent le mot révolution: y a-t-il une révolution en marche aux Etats-Unis à l'heure actuelle?

MALCOLM X: Pas pour l'instant. La révolution, c'est comme un feu de forêt. Cela brûle tout sur son passage. **Les gens qui font la révolution n'acceptent pas de participer au système — ils détruisent le système, ils changent le système.** Le mot allemand pour révolution est UMWALZUNG, ce qui veut dire un bouleversement complet; **et la révolution noire, pour l'instant, n'est pas une révolution, parce qu'elle condamne le système et qu'après l'avoir condamné, elle lui demande d'intégrer les Noirs. Une révolution, ce n'est pas ça — une révolution détruit le système et le remplace par un système meilleur.**

Comme pour l'incendie de forêt, la seule façon de l'arrêter, c'est d'allumer vous-même un autre feu que vous contrôlez et dont vous vous servez pour freiner et arrêter l'autre feu qui échappe à votre contrôle. Ce qui s'est passé en Amérique, c'est que les Blancs se sont rendus compte qu'il y avait dans le monde entier un incendie terrible, une révolution noire mondiale; ils ont vu que l'incendie s'approchait de l'Amérique, et pour l'arrêter, ils y ont allumé un feu artificiel qui s'appelle la Révolte noire, et ils s'en servent pour arrêter la véritable Révolution Noire qui se développe dans le monde entier.

REVOLUTION: Le problème racial aux Etats-Unis peut-il être résolu dans le système du cadre économique et social existant?

MALCOLM: Non.

REVOLUTION: Alors comment le résoudre?

MALCOLM X: Il se résoudra de lui-même.

REVOLUTION: Peut-il y avoir un changement révolutionnaire tant que durera l'hostilité entre la classe ouvrière blanche et la classe ouvrière noire? Les Noirs peuvent-ils provoquer ce changement?

MALCOLM X: Oui, ils n'arriveront à rien avec la classe ouvrière. L'histoire de l'Amérique démontre qu'il a toujours existé un antagonisme entre les ouvriers noirs et les ouvriers blancs, ce qui revient à dire qu'il y a toujours eu une opposition entre les ouvriers blancs et l'ensemble des Noirs, puisque tous les Noirs font partie de la classe ouvrière. Il n'y a jamais eu de bonnes relations entre les ouvriers noirs et les ouvriers blancs. Il n'y aura pas de solidarité ouvrière tant qu'il n'y aura pas au moins une solidarité noire. Nous devrons d'abord résoudre nos propres problèmes et après, s'il nous reste du temps et des forces, nous nous occuperons du problème des Blancs, en tout cas, je crois qu'une des erreurs que commettent les Noirs portent justement sur la question de la solidarité.

REVOLUTION: Est-ce que la Muslim Mosque Inc. se déclarera solidaire des mouvements révolutionnaires non blancs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine?

MALCOLM X: Nous sommes tous frères dans l'oppression, et, à l'heure actuelle, tous les opprimés du monde sont solidaires.

REVOLUTION: Avez-vous quelque chose à ajouter?

MALCOLM X: Non. J'en ai dit suffisamment — peut-être même trop! ■

Le sens de la révolte noire aux Etats-Unis

par james boggs (1)

Tant que la lutte des Noirs pour l'égalité se cantonnait dans le Sud des Etats-Unis, on pouvait difficilement parler d'une lutte contre le système d'exploitation nord-américain dans son ensemble. Dans le Sud, la lutte s'est portée sur les droits démocratiques dans les sphères sociales et politiques, comme le droit à l'intégration scolaire, le droit à l'égalité aux postes administratifs ou le droit de vote. Ce n'est qu'après les émeutes de Birmingham au printemps 1963 qu'il est devenu clair que l'ennemi de la révolution n'était pas seulement les racistes sudistes, mais l'ensemble du système économique qui régit les Etats-Unis.

Birmingham est le Pittsburg du Sud. C'est la ville la plus industrialisée du Sud des Etats-Unis et elle possède beaucoup de caractères communs avec sa soeur du nord. Les travailleurs noirs se contentent des travaux les plus salissants et les plus pénibles. Dans le centre de la ville, ils sont parqués dans un ghetto. Ce sont précisément ces Noirs du ghetto qui ont brisé les barrages de police en ce fameux jour de mai 1963. A la suite de ces incidents, le président et le ministre de la Justice firent des déclarations reconnaissant que le danger imminent à conjurer était un soulèvement des chômeurs noirs concentrés dans les villes du nord. Les événements de Birmingham marquèrent le début de la lutte des Noirs dans le nord du pays, dans les villes comme Chicago, New York et Philadelphie, de la lutte des Noirs contre la ségrégation dans le travail, dans l'éducation et l'habitat.

Personne n'ignore que dans le nord du pays, la ségrégation raciale n'est pas légale (de jure) mais elle existe (de facto). Mais en dépit de cette distinction, le processus est le même: c'est parce qu'il existe une sous-classe de Noirs systématiquement privée d'éducation, d'espoir et d'avenir, que la majorité blanche peut encore espérer participer au grand Rêve américain.

La lutte pour le travail

On peut donc affirmer que la révolution noire aux Etats-Unis, tout en n'étant pas une révolution de tous les Américains exploités, est cependant une Révolution américaine car elle tend à abattre dans sa totalité le système dans le cadre duquel fonctionnent actuellement les Etats-Unis. En ce sens, la minorité noire aux Etats-Unis représente pour le système capitaliste américain une menace aussi dangereuse que la majorité noire d'Afrique du Sud pour le régime d'exploitation qui y règne. Lorsque la base d'un système commence à se désintéger, le système tout entier a ses jours comptés. Lorsque ceux qui tiennent le bas de l'échelle commencent à regimber, alors ceux qui ont pu grimper les échelons grâce à eux, courent le risque de dégringoler de leur poste. C'est tout le système américain de la promotion sociale sur le dos d'autrui qui est maintenant menacé.

Le maillon le plus faible de la chaîne se situe au niveau du problème de l'emploi. Il y a dix ans encore, l'expansion de l'économie nord-américaine était principalement fondée sur l'utilisation de la main-d'oeuvre. C'est pourquoi le pays était à même d'absorber le flot d'immigrants.

Si la révolte noire s'était déclenchée après la Seconde Guerre mondiale, à un moment où l'expansion de l'industrie nord-américaine requérait encore une masse accrue de main-d'oeuvre, il est légitime que les travailleurs noirs auraient pu être assimilés dans le système américain. Mais la véritable lutte des Noirs n'a commencé en fait qu'en 1955, à la suite de la décision de la Cour Suprême en matière d'intégration scolaire: décision qui n'a eu pratiquement aucun résultat tangible mais qui a donné le signal du début de la lutte des Noirs pour l'intégration.

Pendant cette période s'est produite une révolution technologique en matière d'automation et de cybernétique dont le résultat principal a été l'élimination systématique des emplois serviles, non spécialisés et semi-spécialisés jusqu'alors réservés aux Noirs. Ni dans l'agriculture, ni dans les industries de base traditionnelles, les Noirs ne peuvent désormais trouver du travail. Les mines de charbon, les aciéries, les usines d'automobiles débauchent même des ouvriers blancs. Il ne reste donc plus aux Noirs qu'à revendiquer les emplois occupés précisément par des travailleurs blancs: et c'est à ce niveau que se produit le conflit d'intérêts entre travailleurs noirs et travailleurs blancs. Car le travailleur blanc peut à la rigueur laisser sa maison vétuste au travailleur noir, il peut lui abandonner son école délabrée. En revanche, il y a une chose qu'il ne lui donnera jamais, d'autant plus que la pénurie d'emplois ne cesse de s'aggraver et cette chose, c'est son travail.

Son emploi est pour le travailleur américain la clé qui lui ouvre les portes de la prospérité. S'il travaille durement c'est pour pouvoir payer les traites de fin de mois pour la voiture, pour la télé, pour la chaîne haute-fidélité, pour le canot à moteur. Et il est prêt à défendre son emploi avec autant d'acharnement que la United Fruit Company défendrait par exemple ses investissements en Amérique centrale. Voilà donc pourquoi, du point de vue de l'emploi, la lutte des Noirs pour obtenir l'égalité, se développant à un moment où le nombre total des emplois ne cesse de diminuer, constitue une menace d'expropriation pour le travailleur blanc, au même titre que la lutte des peuples colonisés pour l'indépendance menace les propriétés impérialistes.

Mais alors, et le travailleur blanc misérable? Et le chômeur blanc? Peut-on penser qu'ils feront cause commune avec les travailleurs noirs? C'est ce qui devrait arriver logiquement, mais dans la pratique, il en va autrement. En réalité, aux Etats-Unis, le travailleur blanc le plus démuni possède encore sur son frère noir un avantage fort appréciable, sa couleur. Plus le travailleur blanc est pauvre, plus il table sur la différence de couleur, pour passer avant le Noir. C'est ce qui explique le racisme qui existe parmi les masses sans cesse croissantes de travailleurs blancs menacés par le chômage. Les Blancs rendent les Noirs responsables de la menace qui plane actuellement sur la prospérité américaine.

Aucun ouvrier blanc ne s'est rallié à la lutte des Noirs pour l'égalité. Les seuls Blancs qui ont rejoint les rangs des Noirs sont ceux qui jouissent d'une plus grande sécurité économique (étudiants, membres des professions libérales, intellectuelles, etc.), souvent à titre individuel et sans représenter une véritable force sociale. En revanche, on assiste à une mobilisation des travailleurs blancs contre les Noirs. Il s'agit là d'un mouvement de masse sans

---

(1) James Boggs est un ouvrier noir américain, né il y a 40 ans à Manon Junction, en Alabama. Il a écrit un livre qui a eu beaucoup de retentissement et qui doit être publié en français sous peu: "La Révolution américaine, pages du carnet d'un ouvrier noir". L'article que nous publions est reproduit intégralement de la revue *Révolution*, no 9.

précédent depuis les années 1930 et l'organisation des syndicats. Il faut dire les choses comme elles sont: aujourd'hui, aux Etats-Unis, la classe ouvrière, appuyée par de larges couches moyennes d'extraction ouvrière, constitue le gros des forces contre-révolutionnaires qui se dressent contre le mouvement de révolte des Noirs. On a voulu expliquer la force de la contre-révolution par le poids de la structure sociale, mais ce n'est là qu'une manière de décharger la classe ouvrière blanche de l'énorme responsabilité qui lui incombe. Les politiciens sont parfaitement conscients de cette réalité que ce soit sur le plan national ou local, dans le Nord ou dans le Sud: lorsqu'il s'agit de se faire réélire, les politiciens les plus libéraux font des concessions au racisme de leurs électeurs et évitent soigneusement toute identification avec la lutte des Noirs, mettant de préférence l'accent sur d'autres problèmes tels que la pauvreté ou le chômage.

Lutte des classes et révolution

Maintenant que la révolution noire est en marche, deux possibilités s'offrent aux Etats-Unis. Ou bien la révolution noire sera victorieuse: cette victoire indiquera un remaniement complet du système économique et social et l'établissement d'une société nouvelle. Il peut arriver également que cette révolution soit écrasée: ce sera dans ce cas pour tous les Noirs américains le début d'une période de terreur fasciste dont les Noirs américains ont déjà eu un avant-goût significatif. Dans un cas comme dans l'autre, la situation des citoyens blancs et des citoyens noirs américains se trouvera profondément modifiée.

Le fait que la révolte noire mette en question le système économique et social tout entier des Etats-Unis n'est pas encore perçu clairement par l'opinion. Mais l'exemple des grandes révolutions victorieuses nous enseigne que cette conscience s'acquiert peu à peu dans la lutte. Pour l'instant, aux Etats-Unis, la lutte se situe simplement au niveau de l'inertie du système: celui-ci s'efforce d'aplanir les difficultés, de mettre de l'huile dans les rouages et d'éviter les crises ouvertes entre les forces qui s'affrontent. Les manifestations de Birmingham avaient clairement démontré que c'étaient les masses descendues dans la rue qui détenaient le pouvoir de décision: et cette leçon a été retenue par l'administration qui s'est efforcée depuis lors de canaliser la lutte vers la revendication des droits civils, afin de réduire au maximum les manifestations publiques.

Les militants noirs ont accepté en règle générale de limiter la lutte au cadre imposé par le système, mais, à chaque flambée révolutionnaire, un nombre sans cesse croissant de Noirs a compris que les objectifs de leur lutte ne pourront être atteints qu'à condition de faire sauter les structures capitalistes que le système s'efforce de perpétuer.

Le système capitaliste nord-américain en question

Le capitalisme américain est aujourd'hui la citadelle du capitalisme mondial. Dans le monde entier, chaque fois qu'une puissance européenne est obligée d'accorder l'indépendance à une de ses ex-colonies, ce sont les Etats-Unis qui se chargent de prendre la place vacante, pour exercer le contrôle économique et politique, pour étouffer toute révolte capable de mettre en cause la domination mondiale du capitalisme nord-américain. Chaque fois qu'une nation nouvelle devient indépendante, son économie, et son gouvernement deviennent de simples appendices de l'impérialisme: elle se trouve incapable de satisfaire les besoins sociaux des masses qui prennent alors conscience de la nécessité de recréer sur des bases entièrement nouvelles la structure économique et politique.

La révolution noire a le mérite de nous démontrer que la démocratie nord-américaine obéit à une loi analogue. Elle met en question le système nord-américain tout entier, tel qu'il apparaît dans toutes ses manifestations. Survenant aux Etats-Unis, dans un pays qui a atteint le stade de "l'abondance", la révolution noire a donc des objectifs finaux plus vastes que la satisfaction des besoins matériels élémentaires. Elle se situe en ce sens à un niveau où le problème fondamental n'est plus seulement la lutte pour le contrôle de la production mais aussi pour le contrôle par l'homme de la distribution des biens créés par son travail. Les Noirs américains luttent donc pour redonner à l'homme le contrôle sur la société et sur le monde qui l'environnent. ■

Nous insistons sur l'importance que représente, pour une revue telle que "Révolution québécoise", le soutien régulier D'ABONNES.

Abonnez-vous dès maintenant et abonnez vos amis en vous servant du bulletin imprimé à la page 63.

Aux lecteurs de France

"RÉVOLUTION QUÉBÉCOISE"

se vend à PARIS à la librairie La joie de lire,

40, rue Saint-Sérevin, Paris 5e.

Notre représentant à Paris se fera un plaisir de vous renseigner sur la revue et de vous en faire parvenir des exemplaires si vous le désirez.

Représentant de "Révolution québécoise" à Paris:

M. Michel Brûlé
24, Le Regrattier, Paris 4e
Tél.: DAN. 07-03

BULLETIN D'ABONNEMENT À

"Révolution Québécoise"

Nom ....

....

Adresse ....

....

S'inscrit pour un abonnement d'un an

- ☐ ordinaire : 5 dollars
- ☐ de soutien : 10 dollars
- ☐ étudiant : 3 dollars
- ☐ outre-mer (avion): 10 dollars

A partir du mois de ....

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant

Faire parvenir ce bulletin à

Révolution québécoise

3009 Maplewood, app. 11, Montréal

MONTHLY REVIEW
AN INDEPENDENT SOCIALIST MAGAZINE

Editors: Leo Huberman and Paul M. Sweezy

Now in its fifteenth year of publication, **Monthly Review** is one of the few magazines in the United States that reports fully and honestly on the struggle of the oppressed peoples in the United States as well as in Asia, Africa and Latin America.

British Guiana Prime Minister Cheddi Jagan says: **"Monthly Review** is must reading for any serious student of politics."



Subscription rate:

	U. S.	Foreign
One year	$ 6.00	$ 7.00
Two years	$10.00	$12.00

Monthly Review, 333, Sixth Avenue, New York 14, N.Y., U.S.A.

I enclose $.. for a

☐ one year sub

☐ Two years sub

to **Monthly Review.**

Name ....

Address ....